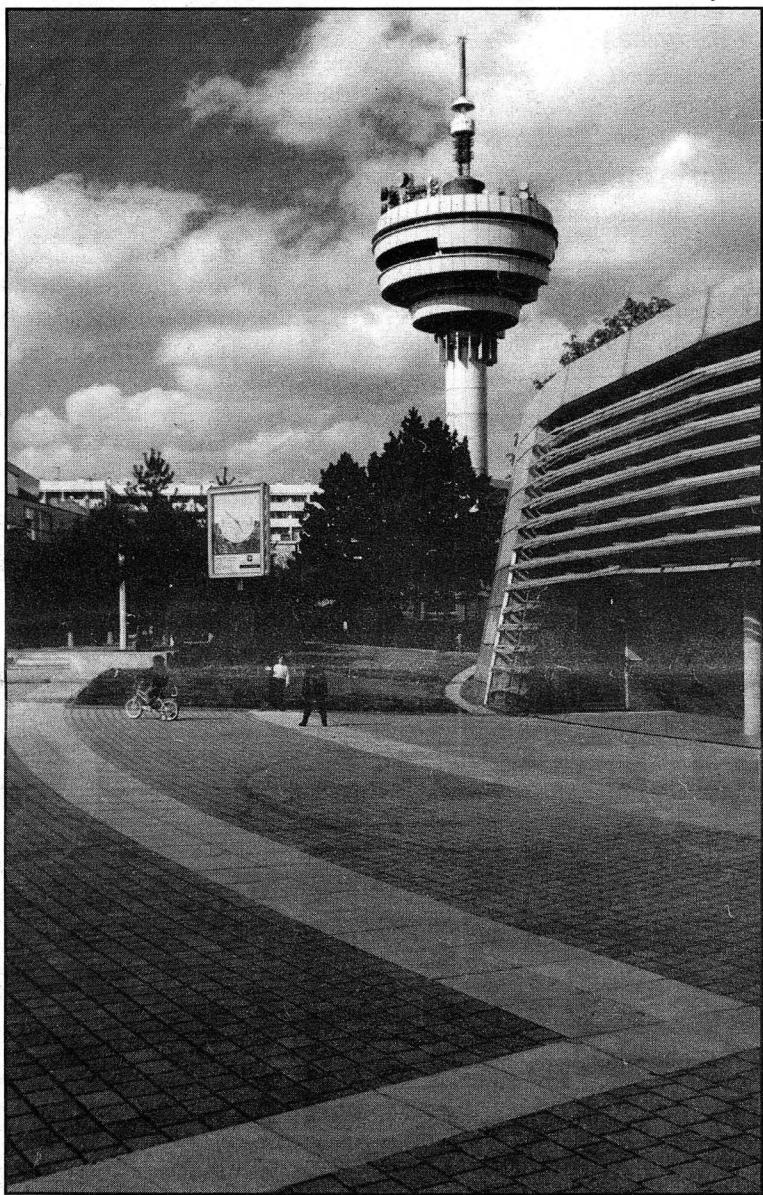


Guerre et communication Big Brother dans sa maison ?



Erritvel : Big Brother, fort militaire de Romainville

Perfide, Albion ?

« **S**UJET : relation avec les médias. C'est un très bon jour pour ressortir tout ce qu'on veut faire passer en douce. » Non, ce n'est pas un message codé de Ben Laden à ses lieutenants, mais un e-mail, on ne peut plus clair, envoyé au ministre britannique des Transports par sa conseillère en communication, le 11 septembre exactement, et moins d'une heure après que les avions se furent écrasés sur le World Trade Center. Voilà ce qui s'appelle réagir au quart de tour, et nul doute que Jo Moore (c'est son nom, Jo est une femme) aurait bénéficié d'une promotion expresse, si son message n'était tombé entre les mains de journalistes qui, les fourbes, se sont empressés de le divulguer dans les médias. Repris par divers quotidiens le 9 octobre dernier, le cynisme de la dame a ému un (é)lectorat qui ne vote pour Blair que parce qu'ils sont persuadés que la dame de fer rouille dans la cour-même

du 10, Downing Street. Conséquence : « Jo » a dû présenter des excuses publiques... et il y a fort à parier qu'à l'heure où nous mettons sous presse, elle se trouve plus près de la porte que de l'augmentation désirée.

Inutile d'insister sur l'aspect, féroce-ment cynique, mortifère et opportuniste de la chargée de communication dépourvue de la moindre parcelle de sensibilité, profitant de la catastrophe pour tenter de se faire bien voir, conseillant à ses employeurs de saisir ce qui pour elle ne fut jamais rien d'autre qu'une opportunité. Ce type d'attitude, basée sur une totale absence de réceptivité face à la souffrance de l'autre (à l'émotion, bien naturelle, se substitue, dans l'heure, le réflexe professionnel), cette incapacité à basculer de la sphère spécifiquement productive (ici, productive d'informations) à celle de la compassion et de l'altruisme est inhérente, on le sait bien, au système capitaliste. Un autre exemple ? Les tours venaient à peine de s'écrouler qu'un site américain de vente aux enchères proposait d'acheter les gravats... D'une manière ou d'une autre, l'attitude de Jo ne saurait étonner que ceux qui s'obstinent à penser qu'on ne fait la guerre que pour se défendre, comme un chien défendrait sa niche (j'emprunte cette métaphore à une vieille ordure lepéniste). Par ailleurs, et c'est sans doute l'essentiel, sans même avoir lu son e-mail, Blair et tout le gouvernement de sa Très Haute Majesté se sont empressés de suivre les conseils de Jo : en l'espace de trois semaines, profitant du fait que les Anglais buvaient comme du petit lait ses paroles de va-t-en-guerre, Tony a réussi à imposer un pote à la tête de la BBC (ce qui,

en temps ordinaire, aurait provoqué un tollé), à autoriser l'ouverture, extrêmement controversée, d'une usine nucléaire, à annoncer, par le biais de son ministre de l'Intérieur, une prochaine révision des lois sur l'immigration et sur le droit d'asile. Il envisage même d'instaurer sur le territoire du royaume, et pour la première fois depuis près de cinquante ans, la carte d'identité. My God ! En trois semaines, le gouvernement de Tony a donc réussi à faire passer des projets, des réformes, des nominations, qu'il aurait sinon mis dix ans à faire admettre par l'opinion. L'opinion, pour l'instant, elle a les yeux braqués sur la ligne bleue des montagnes de l'Afghanistan bombardé. Alors, autant en profiter ! Dès lors, comment s'étonner de l'empressement qu'a mis Blair à entrer dans la guerre ?

Une guerre n'est jamais dirigée contre le seul ennemi extérieur, lointain. Le fantasme facile, mais utile, de l'ennemi intérieur réapparaît à chaque conflit. D'où une double démarche, de la part des gouvernements : diaboliser et bâillonner ceux et celles qui s'opposent à la

boucherie programmée, ensuite profiter de l'effet de tétanisation des opinions publiques pour mettre en place, progressivement, un ensemble de mesures contraires à la démocratie, mais qu'imposerait une prétendue « situation exceptionnelle ». Tony est le modèle de Lionel. Lionel compte sur Tony pour, le moment venu, lui tendre la main et lui permettre de reprendre l'avantage sur Jack, lequel guette le téléphone rouge, espérant un appel de Bush... Guignolade, dont nous ferons les frais. Car, pendant ce temps, Lionel bosse dur. On doute qu'il ait reçu le message de Jo Moore, mais à sa manière, on voit bien qu'il l'a parfaitement compris. La guerre : une très bonne période pour ressortir tout ce qu'on veut faire passer en douce...

Fred

groupe Louise Michel

• Psychotropes et cannabis,

pp. 3 et 4

• Espagne, nouvelles arrestations d'anarchistes,

p. 5

• Les femmes, la violence et la guerre,

p. 7

• Des déchets radioactifs dans le Gard,

p. 8

• Chiapas, la résistance continue,

p. 9

• Georges Brassens, 1921-1981,

p. 10



Éditorial

FAUT laisser faire les spécialistes... Récemment sur France-Info, on a pu entendre un de nos nobles représentants de la haute caste des fabricateurs d'opinion nous « informer » que « contrairement aux prévisions des spécialistes, la consommation était en hausse pour le mois de septembre ».

Grave nouvelle que voilà. Ces spécialistes se seraient donc trompés dans l'exercice de leur spécialité ! Après, on va nous dire que l'économie est une affaire de spécialistes. Nous v'là bien.

Chirac, notre noble président, n'ira pas plastronner devant un de nos nobles représentants de la haute caste des normalisateurs de comportements, statut de chef d'État oblige. C'est quand même un spécialiste de la gestion des affaires publiques. Faudrait pas que ce spécialiste puisse se voir pris en faute dans l'exercice de sa spécialité. Bernadette, un dernier pour la route !

Des gamins de 20 ans aux commandes de semeurs de bombes à fragmentation. Sûrement des spécialistes là aussi. Ça doit en demander de la spécialité pour tuer en toute impunité.

Des barbus destroy qui vont expliquer en long, en large et en travers, comment qu'il faut lire un bouquin écrit des centaines d'années avant. « Tabasse ta femme, si tu sais pas pourquoi, elle le sait. » Pour dire (et faire) des conneries pareilles, faut bien être un spécialiste, non ? Nous autres pauvres humains incultes qui ne comprenons pas toutes ces choses, ben, c'est qu'on n'est pas des spécialistes, qu'est-ce que vous voulez ma bonne dame. Marie-Georges, un dernier pour la route !

Tous ces exaltés du pouvoir, de la domination, assis sur leur petit pouvoir, prêts à se chier dessus pour le conserver, prêts à foutre à feu et à sang l'univers entier s'il faut, « et après moi le déluge », tous ces fous, c'est tous des spécialistes. Le monde en est rempli de ces spécialistes. Il en crève, et nous avec, de ces spécialistes.

Alors, faut les laisser faire les spécialistes ?

CHAMBERY (73) : manifestation contre la guerre tous les jeudis à 18 heures, rassemblement à la Sasson.

LILLE (59) : à partir du 8 novembre, tous les jeudis, manifestation contre la guerre, à 18 h 30, place de la République.

ROUEN (76) : le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste appelle tous les résistants à la guerre à se rassembler chaque samedi à 15 h 30 place Saint-Sever à Rouen, BP 4202, 76723 Rouen cedex.

Jusqu'au 17 novembre

CHAUMONT (52) : exposition autour de Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée en France : 1900-1930. Aux silos, maison du livre et de l'affiche, 7-9 av. Foch (renseignements 03 25 03 86 81).

Vendredi 2 novembre

BESANÇON (25) : le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organise une réunion débat avec Gaetano Manfredonia à propos de son livre *L'Anarchisme en Europe* (PUF collection que sais-je ?) à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, à 20 h 30.

LILLE (59) : manifestation contre la guerre, 18 h 30, place de la République.

LIMOGES (87) : salle John Lennon, à 20 heures, concert avec Brigada Flores Magon, Bolchoi (Oï ! de Toulouse), Sons de Lucha (Street-Punk de Bordeaux), Ya Basta (ska-punk de Paris). Entrée : 50 F. Tables de presse, expo photos.

Samedi 3 novembre

BORDEAUX (33) : table de presse au Local Rastaquouère, rue de Tauzia et concert de Brigada Flores Magon (punk).

Agenda

MARSEILLE (13) : « Aux origines du mouvement ouvrier aixois : syndicalisme et Bourse du travail 1890-1914 », débat au CIRA, 3, rue Saint-Dominique, angle place des Capucins, 13001 Marseille, avec Thierry Masclot.

PARIS (75) : à partir de 16 heures, rencontre-débat avec le MIB. « Nous sommes tous Youssef ! » (le policier qui l'a tué a été acquitté), projection du film *Que vaut la vie de Youssef ?* au cinéma la Clef, rue de la Clef, dans le 5^e, M^o Censier.

TOURS (37) : concert de soutien au projet de lieu alternatif « le Maximum » avec Foetus Party (@punk) et Pekatralatak (punk terroriste), tables de presse, 20 F mini, 21 heures, à ACCES Gentiana, 90, av. Maginot.

VILLEURBANNE (69) : (samedi et dimanche) salon du chanvre, de l'écologie et des alternatives. Au CCO de Villeurbanne, rue Georges Courteline. Multiples conférences, débats. Présence du CIRC. Renseignements : 04 78 68 09 44.

Dimanche 4 novembre

PARIS (75) : « Big Fiesta Alternative ». De 15 heures à 22 heures aux Voûtes. Concerts tout azimut, stands militants et créatifs, expos et surprises... En soutien au collectif 100 % Pur Malte (lieu alternatif musical expulsé sans préavis cet été). Les Voûtes, à côté des Frigos, quai de Seine, Paris 13^e. M^o Bibliothèque nationale. Paf : 20 F. P'tit bar et p'tite bouffe.

Mardi 6 novembre

DIJON (21) : à l'espace autogéré des Tanneries, 15-17, boulevard de Chicago, à 21 heures, concert

organisé par l'association Maloka, avec Tragédie (ex. His hero is gone, musique révoltée, brusque et très belle des USA), Robotnicka (chanson française), Winterbrief (punk pop USA). Entrée 20 F. Téléphone 03 80 66 64 81.

ROUEN (76) : la librairie alternative et libertaire « l'Insoumise » vous invite chaque premier mardi du mois à son café libertaire. La soirée du mardi 6 novembre aura pour thème « Psychanalyse et Anarchie » et sera animée par des camarades infirmiers de l'hôpital psychiatrique. À partir de 20 h 30, entrée libre et gratuite. L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire 76000 Rouen

Mercredi 7 novembre

TOURS (37) : débat public autour de la guerre en Afghanistan et ses conséquences, organisé par le Collectif contre la guerre, 20 h 30, salle 120 des Halles.

Jeudi 8 novembre

NANTES (44) : débat public sur le lobby patronal et catholique du Locarn, organisé par le groupe de Nantes de la FA, au 17, rue Paul-Bellamy, à 20 h 30.



La Fédération anarchiste
sur le web :
www.federation-anarchiste.org

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

☐ Chèque postal ☐ Chèque bancaire

☐ Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Lectrice, lecteur, depuis la rentrée de septembre, *le Monde libertaire* que vous avez entre les mains a quatre pages de plus. 12 pages au lieu de 8. Depuis mars 1990, *le Monde libertaire*, que vous achetez aux militants de la FA ou dans les kiosques, est à 10 F. Onze années sans aucune augmentation ! Dans un souci de faire

simple, de couvrir le surcoût lié à la fabrication, et surtout de ne pas vous pénaliser financièrement, nous avons décidé de porter le prix du *Monde libertaire* à 2 euros. Jusqu'à fin décembre, *le Monde libertaire* coûtera donc 13 F. Au premier janvier 2002, nous reverrons à la hausse le prix de notre abonnement. Une bonne occa-

sion donc de s'abonner avant cette échéance et nous permettre ainsi de dégager les fonds nécessaires à la mise en place d'une deuxième couleur dans les mois à venir. Nous avons toujours pu compter sur votre fraternité dans le passé. Nous sommes convaincus de vous retrouver aujourd'hui avec nous.
L'administrateur

À la petite semaine Salauds... mais de gauche

CELA pourrait être une devinette. Qui a dit : « Ce qui mine la France, c'est depuis longtemps le goût du confort. Il faut mobiliser le pays. Dans l'âpre compétition du monde, on ne le fera pas en invoquant le droit à la paresse » ? Et ceci : « Nous sommes de France et à partir de là responsables du monde entier » ? Et encore : « Les citoyens français ont la responsabilité de la pérennité de la République. Les étrangers, non » ? Et enfin : « Les droits de l'homme valent par les garanties qu'en donne l'État de droit » ?

Vous avez trouvé ? Allez, je vous aide. Son mémoire de fin d'études à Sciences po fut dédié à Raoul Girardet, responsable de la propagande à l'OAS... Il fut partisan de l'Algérie française... Il répond positivement, en 1996, aux côtés de Christine Boutin, Jean Foyer, Philippe de Villiers, à l'appel en faveur d'une poli-

tique familiale nataliste lancé par une association d'extrême droite, l'Alliance Population et Avenir... Depuis quelques années, ses discours fustigent régulièrement l'« establishment ». Le sort des policiers bouleverse tout particulièrement ce papa-poulet. Travail, famille, patrie... mais oui, bien sûr, c'est lui, le champion actuel des sondages... Jean-Pierre Chevènement.

Il manquait à la France un Le Pen qui ne soit plus de droite extrême, au discours semblable, mais sans vulgarité trop criante, sans brutalité choquante et sans allures effrayantes d'orang-outang entouré de gorilles. Quelqu'un a dit que les électeurs du Borgne haineux étaient des salauds. En votant bientôt pour Chevènement, ils pourront tranquillement continuer à l'être, mais sans honte, car de gauche.

Floréal

Psychotropes, une nécessité !

DEPUIS dix ans, s'exprime un courant anti-prohibitionniste au sein du milieu libertaire et plus particulièrement au sein de la FA. Ce combat est d'abord né d'une urgence. Cette urgence, c'est d'abord une réaction contre une logique répressive sans aucune commune mesure. La prohibition, c'est avant tout au plus bas 10 000 personnes incarcérées tous les ans en France (près de 2 millions dans le monde dont 1 million aux États-Unis). D'après les chiffres de l'OCTIS (Office central de répression du trafic, etc.), l'année 2000 a encore été une année record avec plus de 90 000 interpellations dont près de 85 000 usagers ou usagers revendeurs (petite vente, permettant souvent de financer son propre usage) et 70 000 pour le cannabis. Ne serait-ce que pour la France, depuis trente ans, ce sont près de 400 000 à 500 000 personnes qui sont passées ainsi par la case prison.

L'urgence, c'est la clandestinité forcée des usagers avec une prévention sanitaire difficile et donc un usage non sécurisé : échanges de seringues, produits trop souvent frelatés, qualité des produits méconnue pouvant ainsi provoquer des overdoses. N'oublions pas que la prohibition de l'alcool aux États-Unis au début du siècle dernier avait provoqué des phénomènes similaires, en causant en moins de dix ans avec l'alcool frelaté (mal distillé et contenant du méthanol) plus de 10 000 morts et 30 000 aveugles. En France, la prohibition, depuis 1970, c'est près de 20 000 morts et 350 000 contaminations par les virus de l'hépatite B ou C et par le SIDA.

Les États sont des institutions hypocrites et schizophrènes

Hypocrites parce que l'interdit arrange leurs affaires de par les masses financière engendrées. D'après *le Monde diplomatique* d'avril 2000, ce marché dépasse le pouvoir financier des banques centrales ! L'urgence, c'est aussi le pouvoir financier que donne la prohibition aux mafias et aux États. N'oublions pas que nombre de dictatures (dont celle d'Afghanistan), de multinationales (comme Total en Birmanie et le trafic d'opium) se financent parce que l'interdit permet d'établir des marges incomparables.

Schizophrènes parce que les États ont besoin de cet interdit. Comme peuvent l'être le terrorisme ou l'étranger, la drogue est un outil d'unification idéologique : face à la peur et au rejet de l'inconnu, on renforce un sentiment identitaire, sentiment de cohésion nécessaire dans une société organisée en classes sociales aux intérêts opposés. Du coup, ce sentiment de cohésion face à un danger reconnu et identifié justifie la mise en place de lois d'exception, de lois liberticides.

Schizophrènes parce que le discours scientifique prend à contre-pied l'ensemble de l'argumentation prohibitionniste construite au fil des années. C'est ainsi que l'ensemble des derniers rapports scientifiques (Henrion 1993, Roques 1998, MILDT 2000) remet en cause la classification entre psychotropes légaux et illégaux, démontrant ainsi l'absence totale de critères scientifiques ; l'interdit s'étant construit dans des logiques puritaines et d'oppositions culturelles. Les religieux et puritains ont toujours voulu normer nos comportements afin de mieux contrôler nos consciences. La morale devient donc un absolu, un ordre moral puis un dogme. Pour devenir un dogme, il a fallu se baser sur les rejets des valeurs étrangères : c'est ainsi que dans les psychotropes légaux, on trouvera des produits occidentaux.

Schizophrènes parce que l'industrie de la chimie et de la pharmacologie, en toute légalité, met en place des produits de plus en plus dangereux (c'est-à-dire produisant plus rapidement des relations de dépendances et d'accoutumances).

Les psychotropes : un mal nécessaire ? un plaisir ?

Généralement, au moins dans le milieu libertaire, on s'accorde sur les points précédents. Parfois, on passe à côté, considérant cette problématique comme non prioritaire. Mais on entend aussi des critiques de fond. « Certes vous avez raison, mais vous défendez aussi des produits favorisant des comportements de fuite, sources d'aliénations. » Et comme pour nous achever : « Au début du siècle, le mouvement libertaire luttait contre l'alcoolisme. »

Dans un premier temps, il est évident que la répression ne peut lutter efficacement contre des comportements toxicomaniaques et ce n'est pas en enfermant et en poursuivant les alcooliques que l'on règlera la question de l'alcoolisme. Mais dans un deuxième temps, ces remarques posent la question de notre relation aux produits : sommes-nous



capable de prendre du plaisir, et de quel plaisir ? Ce plaisir est-il souhaitable, est-il « regardable » et n'est-il pas « inférieur » à un plaisir plus intellectuel ?

Aucun comportement toxicomaniaque (qu'il soit lié à un produit, à une relation amoureuse, aux jeux) ne peut être source de plaisir puisque la toxicomanie sous-entend une dépendance incontrôlée ainsi qu'une accoutumance malade (nécessité d'augmenter ses doses tout en sachant que cette augmentation nous détruit physiquement et psychologiquement par notre incapacité à maîtriser notre propre vie). Néanmoins, le plaisir dans la simple prise d'un produit existe et ne peut être nié ; au risque de se plonger dans l'incompréhension entre usagers et non usagers. On ne peut nier le plaisir de consommer quelques substances capables pendant un certain temps de modifier ses perceptions de l'extérieur, ses états psychiques. L'abondance de la littérature sur le sujet (de Baudelaire à Morrison) ne fait qu'en témoigner. L'usage de certains psychotropes est donc de toute évidence une source de plaisir, mais c'est aussi une nécessité !

Cette nécessité s'explique par le besoin de fuite que l'on partage tous et toutes. Toute société est agressive ; même si par nos luttes nous cherchons à réduire ces sources d'agressivité (exploitation et oppression). Or de cette agressivité reçue résultent deux comportements : la contre-agressivité et la fuite, dans des proportions différentes selon les individus. Henri Laborit expliquait aussi ce besoin de fuite : « L'être humain est un système fermé, par conséquent toute énergie reçue par lui est soit dépensée, soit stockée. Il en est de même pour l'agressivité : elle est soit refoulée, soit "stockée" au risque qu'elle ressorte un jour avec encore plus de violence (névrose). » Alors, selon les personnes, la fuite est un bien ou un mal nécessaire. Ce qui est évident c'est que la fuite est nécessaire et qu'elle peut aussi être source de plaisir. Nier ces évidences ne fait que décrédibiliser tout discours de prévention et d'éducation. La prévention contre l'alcool, les psychotropes en général, la solitude, la perte de sens pour sa propre vie ne pourront jamais se construire sur du mensonge. Et c'est bien la grande difficulté du monde médical aujourd'hui !

Si le premier enjeu de notre lutte anti-prohibitionniste est de lutter contre la répression et les effets pervers de l'interdit, il existe un deuxième axe loin d'être négligeable : celui d'apprendre à vivre, à choisir ses produits, ses sources de plaisirs, ses besoins de fuites. Et ce n'est que dans le débat serein, non moraliste, scientifique, qu'une politique préventive peut prendre du sens. Et dans le mot prévention, il ne faut pas y porter comme aujourd'hui sa volonté d'imposer son concept mais celui de prévenir, c'est à dire celui d'informer.

Théo Simon

De l'usage thérapeutique du cannabis

LE CANNABIS est la substance illicite la plus consommée au monde et une des plus anciennes. Aujourd'hui, c'est son usage thérapeutique qui est au centre des débats. Les effets exercés par cette drogue sur l'organisme humain ont été décrits dès le XIX^e siècle avant de devenir rapidement la panacée des médecins. Son classement comme narcotique lui vaudra d'être retirée de la pharmacopée américaine dès 1941 et, en 1953, en France. Dès lors, « les cliniciens ont préféré s'intéresser à la morphine ou à la cocaïne, dont les effets sont plus importants. » En 1964, la découverte du delta-9-tétrahydrocannabinol (THC) relance le débat. En fait, le THC est au cannabis ce que la morphine est à l'opium : un principe actif. Aujourd'hui, des cancérologues américains prescrivent du THC pour diminuer les nausées et les vomissements dus aux chimiothérapies. De même, cette molécule pourrait être également efficace contre les spasmes et les douleurs neurologiques. Dans ce cadre, le ministre de la Santé, Bernard Kouchner, annonçait que des essais cliniques seraient menés dans des hôpitaux de Paris, Marseille, Toulouse et Bordeaux, « afin de soulager la douleur, mais dans un cadre précis et pour des pathologies déterminées ».

Depuis une dizaine d'années, on sait que les glaucomes, surpression à l'intérieur de l'œil pouvant entraîner la cécité, baissent notablement chez les personnes qui fument de la marijuana. Grâce à un collyre à base de THC, les mêmes résultats seraient atteints. Récemment, des récepteurs aux cannabinoïdes à fonctions antalgiques – les endocannabinoïdes, comparables au THC – ont été découverts dans la peau et dans d'autres tissus périphériques : l'administration de molécules de synthèse capables d'activer ces récepteurs périphériques, permettrait de soulager la douleur sans provoquer les effets psychotropes attendus !

Présents dans le chanvre, le cannabidiol et le cannabidiol auraient des vertus anticonvulsives. De plus, le cannabidiol module les effets psycho-actifs du THC. Selon les grands esprits, on pourrait parvenir à « un cocktail dénué d'effets psychiques ». Pour les grands laboratoires pharmaceutiques, il vaut mieux s'intéresser aux dérivés naturels ou synthétiques du cannabis qui sont brevetables, alors que la plante, elle, appartient au domaine public ! Ainsi, dès 1987, les États-Unis et le Canada ont autorisé deux médicaments à base de THC : le Marinol (Unimed) et le Cesamet (Ely-Lilly), indiqués contre la nausée et les vomissements chez les cancéreux réfractaires aux anti-vomitifs classiques. Dès 1992, le Marinol sera autorisé pour traiter la perte de poids chez les séropositifs. En 2000, les ventes américaines de ce médicament atteignaient 20 millions de dollars. En France, ces médicaments sont soumis à une autorisation temporaire d'utilisation. Sachant que les cannabinoïdes sont insolubles dans l'eau, et que l'absorption est très lente par le système digestif, Unimed a développé son Marinol sous forme d'aérosol, qui agit plus rapidement. Malgré tout, selon de nombreuses études, la marijuana montre plus d'efficacité que le THC. Pour les phytothérapeutes, la multitude de principes actifs contenus dans la plante agit en synergie, et cela ne peut être comparé à l'effet du THC seul.

Une société britannique, GW Pharmaceuticals, intéressée de près à ces recherches, a réalisé cette année un essai clinique de phase II auprès de soixante-dix patients souffrants de sclérose en plaques ou de lésions de la moelle épinière, en vaporisant du THC sous la langue. Ces derniers ont vu leurs douleurs et leurs spasmes musculaires se réduire. Depuis, la société a réussi son introduction à la bourse de Londres et a reçu l'autorisation de mener des essais de phase II au Canada.

Alors, camarade, un petit joint pour la route ? Histoire de prévenir au lieu de guérir.

Pascal

groupe Louise-Michel, Paris

Le danger de la cocaïne

Une proposition... qui ne sera pas acceptée

IL EXISTE en France des lois sévères contre ceux qui prennent ou écoulent de la cocaïne. Et, comme d'habitude, le fléau s'étend et s'intensifie malgré les lois et peut-être à cause d'elles. Il en va ainsi du reste de l'Europe et de l'Amérique.

Le docteur Courtois Suffir, de l'académie de Médecine française, qui avait déjà l'année dernière jeté un cri d'alarme contre le danger de la cocaïne, constate l'échec de la législation pénale, il demande... des lois nouvelles plus sévères.

C'est la vieille erreur des législateurs, bien que l'expérience ait toujours et invariablement démontré que jamais la loi, pour barbare qu'elle soit, n'a réussi à supprimer un vice ou à décourager un délit.

Plus les peines infligées aux consommateurs et aux vendeurs de cocaïne seront sévères, plus l'attraction du fruit défendu et la fascination du danger encouru augmenteront chez les consommateurs, ainsi que l'appât du gain chez les spéculateurs, déjà énorme et qui sera plus important avec cette loi.

Il est donc inutile de faire confiance aux lois. Nous proposons un autre remède.

Déclarer que l'utilisation et le commerce de la cocaïne sont libres, et ouvrir des lieux où la cocaïne serait vendue au prix coûtant, ou en dessous. Ensuite, faire une vaste propagande pour expliquer au public et lui faire toucher les défauts de la cocaïne ; nul ne ferait une contre-propagande parce que personne ne pourrait gagner de l'argent aux dépens des cocaïnomanes.

Évidemment, cela ne ferait pas disparaître complètement l'usage nocif de la cocaïne, car les causes sociales qui créent les malheurs et poussent à l'utilisation des stupéfiants subsisteraient.

Mais, en tout cas, le mal diminuerait, parce que personne ne pourrait faire des bénéfices sur la vente de la drogue et personne ne pourrait spéculer sur la chasse aux spéculateurs.

C'est pourquoi notre proposition ne sera pas prise en considération ou sera considérée comme chimérique et folle.

Mais les gens intelligents et désintéressés pourraient se dire : puisque les lois pénales se sont montrées impuissantes, pourquoi ne pas essayer, ne serait-ce qu'à titre d'expérience, la méthode anarchiste ?

Errico Malatesta

« *Umanita Nova* », 10 août 1922



Jean-Luc Boiré

Lille : l'arrêté anti-SDF en procès

DEPUIS octobre 2000, la consommation d'alcool sur la voie publique est interdite dans le centre ville de Lille à l'exception, évidemment, des terrasses de cafés. Un arrêté municipal prévoit une amende de 75 F pour chaque infraction. Cet arrêté a été immédiatement condamné par le Collectif des sans qui regroupe des militant(e)s de AC! Lille, Alternative libertaire Lille, l'Atelier populaire d'urbanisme du quartier de Moulines, Attac Lille, CNT Lille, le Collectif anti-expulsion, le comité de Défense des sans-papiers, le Comité sans-papiers 59, la Fédération anarchiste Lille et l'association étudiante Melt assoc'.

Pour le Collectif des sans, la « lutte contre l'alcoolisme » n'est qu'un prétexte pour pousser les sans-abris en dehors des quartiers commerciaux du centre ville. Cette analyse a été d'ailleurs confirmée par M. Paul Dufour, responsable de la réglementation : « On ne fera pas la chasse aux buveurs, il s'agit d'abord d'inciter les SDF à changer de comportement. »¹

Le 13 janvier 2001, le Collectif des sans appelait à un « drink-in » sur la Grande-Place en pleine zone d'interdiction d'alcool. Les forces de l'ordre réagirent alors immédiatement. Ayant à peine eu le temps de consommer plus qu'une ou deux gouttes de bière, une bonne dizaine de manifestant(e)s étaient arrêté(e)s, emmené(e)s au commissariat central et verbalisé(e)s.

Cette intervention policière complètement démesurée a cependant été couverte

par la presse et a favorisé le lancement d'une campagne contre l'arrêté. Pourtant, trois manifestations plus tard (200 manifestant(e)s le 3 février, 150 le 10 mars, 60 le 5 mai) le Collectif a dû constater le déclin de la mobilisation. La pression politique n'avait pas été assez importante pour inciter la mairie à retirer l'arrêté. Ne restait comme dernière option que la voie judiciaire.

Les associations lilloises avaient raté le délai légal de deux mois pour contester un arrêté municipal devant le tribunal administratif. C'est pourquoi un militant du Collectif des sans (et adhérent de la Fédération anarchiste) a choisi de contester le procès verbal de 75 F qui a été dressé contre lui suite au « drink-in » du 13 janvier. Une action en justice de l'association Vivre au présent de Montpellier, qui a déjà attaqué avec succès des arrêtés similaires dans l'Hérault, a servi de modèle. Le site Internet de Vivre au Présent² donne d'ailleurs un historique assez complet des « luttes » juridiques contre les arrêtés anti-mendicité, anti-alcool etc. On apprend entre autres que la commission juridique du Parti communiste français avait rédigé l'arrêté de Sète, qui interdit l'expression économique de la précarité (la manche) sans utiliser le mot « mendicité » pour ne pas rompre avec la ligne fédérale du PC.

Le procès s'est déroulé le 16 octobre 2001 devant le tribunal de police de Lille. L'accusé était défendu par maître Pierre Bordessoule de Bellefeuille du barreau de Versailles. De Versailles, parce qu'en fait, la

recherche d'un avocat sur Lille s'est avérée plutôt difficile, aucun ne semblant avoir envie d'attaquer indirectement la mairie, ce qui prouve à quel point le poids de la mafia socialiste pèse sur la ville.

Maître Bordessoule a démontré l'illégalité de l'arrêté municipal, s'appuyant surtout sur le fait qu'un arrêté doit être limité dans le temps. L'arrêté lillois, par contre, reste en vigueur 24 heures sur 24, 12 mois sur 12. Il a souligné de nombreuses incohérences et absurdités provoquées par cet arrêté. En effet, que penser de la Grande Braderie de Lille pendant laquelle l'application de l'arrêté semble fort impossible, ou alors de cette photo publiée au *Nouvel Observateur* qui montre Pierre Mauroy et Martine Aubry entrechoquant des choppes de bières sur la Grande Place? Finalement, il attira l'attention sur le fait que l'arrêté, en interdisant la consommation d'alcool « sur les voies et lieux publics », rendait également illégal les pots à la mairie et les cultes dans les deux églises du centre ville.

En vain, le juge condamna le malfaiteur à payer l'amende de 75 F. Une bataille est perdue. La « lutte » continuera en cours de cassation...

Martin

groupe FA de la métropole lilloise

1. *La Voix du Nord*, 19 octobre 2000.

2. Vivre au présent : <http://www.chez.com/vap/info/mendicit/index.htm>

Le problème n'est pas de savoir s'il faut détruire le pouvoir, mais quand il faudra le détruire

RAREMENT l'État français aura connu un président aussi populaire que le nôtre. Flatter le cul des vaches, promettre d'apporter ses couilles sur un plateau d'argent à cette vieille ordure de Thatcher (véridique), montrer ses balloches au balcon, trander sec, seraient-ils les signes de bonne santé mentale de Chirac et un gage de son efficacité et de son intégrité politiques à régler les affaires les plus épineuses?

À croire que oui. C'est que serrer les louches, s'en faire toucher une sans chatouiller l'autre (véridique aussi), c'est mettre les rieurs de son côté. Et mettre les rieurs de son côté... ça a toujours fait rire. Eh oui! Sans compter que savoir se détendre, échapper au stress, manger des frites avec ses doigts, c'est quand même un signe. On se croirait par moment dans un sketch de Coluche. Effectivement, ça pourrait faire rigoler en douce au café du Commerce si les fonctions du personnage n'étaient pas aussi importantes. Posséder la clé du feu nucléaire, le droit de grâce, être le chef des armées implique un minimum de rigueur sinon de recul. Visiblement notre président en semble fort-pourvu. Exercer le pouvoir, le suprême, doit tout de même pour ces individus éduqués à ce principe, être synonyme de griserie. Quoi de plus enivrant que de pouvoir à tout moment taper dans la caisse, diriger, contrôler, dominer, ordonner etc. Nous ne sommes certes pas anarchistes pour nous prémunir contre ces tentations, mais simplement parce qu'elles nous donnent envie de vomir. Et à quoi bon posséder le pouvoir, sinon à exercer ces exercices de prébendiers. Cette fable pitoyable ne peut laisser sans réagir. Le pouvoir et l'autorité corrompent et c'est fait pour ça. Pas d'angélisme, surtout pas.

Les faits sont en eux-mêmes d'une banalité affligeante. Une attitude humaine, forcément humaine, que celle d'un homme construit mentalement pour le pouvoir et tout bêtement pris la main dans le porte-monnaie. Quelques billets d'avions en liquide, quelques prébendes, quelques HLM... le fait du prince. Les chefs africains qui frient parfois la caricature peuvent en pisser de rire dans leurs chausses. Car même la justice s'en mêle. Immunité totale, Haute Cour non compétente et Cour de Cassation triomphante. Il n'y aura pas de procès Chirac. Mais avions-nous un iota de confiance dans notre justice? Heureusement que non. Bien naïf celui qui s'étonne. Il est absolument impensable d'imaginer une telle situation. La bourgeoi-

sie au pouvoir n'a finalement que peu d'intérêts, celui de tailler des lois à sa mesure, de préserver son autorité et surtout de pas se faire choquer en exagérant un peu trop. Pitoyable épisode que celui des valises de billets ou de cassettes vidéos disparues. À qui veut-on faire croire des âneries pareilles? Chirac en taule, entre Carlos et Papon. Pourquoi pas un spécial Ras les murs sur Radio libertaire pendant qu'on y est... La classe dominante ne va tout de même pas s'auto-flageller.

Chirac et son administration taillée à sa mesure n'ont aucune excuse, mais surtout gardons-nous bien du discours ambiant. La théorie du « Un pour tous, tous pourris » a fait des émules et pas toujours chez des gens qu'on aime bien. Slogan un peu trop galvaudé qui cache à bien des égards des tentations totalitaires dont l'extrême droite a fait son miel. L'abstentionnisme du pêcheur à la ligne n'est pas symbole d'acte révolutionnaire mais plus souvent celui de passivité et d'écœurement devant une classe politique peuplée d'incapables et d'ambitieux. Les discours d'extrême droite ne sous-entendent rien d'autre. À nous de montrer qu'une alternative est possible et surtout indispensable. Les amalgames et les assimilations devant la passivité à l'égard des dirigeants comportent le grand danger de confier démocratiquement – comme ils disent – le pouvoir à des aventuriers sans morale, des truands de sac et de corde sans états d'âmes particuliers. Le problème n'est plus alors de savoir s'il faut détruire le pouvoir mais quand il faudra le détruire.

Mais bon, les anarchistes, ennemis jurés de l'État, ne vont tout de même pas se plaindre de constater que son plus haut représentant n'assure pas une cacahuète. Quoi de plus rassurant pour nous autres que d'imaginer que le président de la République, corrompu jusqu'à l'os, va tomber comme une prune? Par voie de conséquence, grande pourrait être l'envie d'enfoncer le clou révolutionnaire, de fédérer nos luttes, de nous transporter en commun gratos ou bien de mettre à tout jamais la clé sous le paillason de la dernière centrale nucléaire et du dernier bureau Assedic et remplacer à tout jamais les officiers de carrière par le peuple en armes, pendre le dernier curé avec les tripes du dernier patron et construire, enfin, une société sans classes ni État, dont nous fantasmons tous, et dont la certitude de mourir d'ennui ne s'échangera plus jamais contre la certitude de mourir de faim.

Jipé

Drogues

contre la criminalisation de l'usage

Souscription pour un livre de 140 pages
aux éditions du Monde libertaire

Depuis le début des années 1990 (en 1991, nous organisons entre autres avec le groupe FA du Mans un débat avec Jean-Pierre Galland, président du Collectif d'informations et de recherches cannabiques, le CIRC), nous militons pour une dépénalisation des psychotropes, nous dénonçons les effets pervers de la prohibition (commerce juteux, mafias). En dix ans, nous avons publié nombre d'articles dans le Monde libertaire, édité deux affiches, distribué des tracts à diverses occasions, organisé ou participé à des manifestations ou débats à Paris, Lyon, Nantes, Le Mans, Angers, Lille, Rennes, Lorient, Bordeaux, Montpellier. En 1996, avec les éditions du Monde libertaire, nous éditons à deux mille exemplaires une brochure, Drogues, le débat censuré. Brochure aujourd'hui épuisée, un texte de 140 pages, qui complète et réactualise le texte de 1996, existe.

Pour éditer cet ouvrage, il nous faut 17 000 F. Peu et beaucoup à la fois. Beaucoup seul, mais à 50 personnes, cela représente 350 F chacun et chacune. À envoyer à : FA Nantes, ACLN, BP 60221, 44002 Nantes cedex 1. 350 F pour dix livres, ou 50 F pour un livre. Chèque à l'ordre de l'ACLN.

Groupe de Nantes

Espagne

nouvelles arrestations d'anarchistes

DIVERS COLLECTIFS de soutien organisent une semaine d'actions du 8 au 14 novembre en solidarité avec Eduardo Garcia qui est en prison car suspecté d'avoir participé à la confection et à l'expédition de colis piégés. C'est l'occasion pour nous de faire le point sur la répression en Espagne.

Le 3 octobre dernier, deux anarchistes madrilènes et un militant des Asturies, Nacho, sont arrêtés. La Brigade provinciale d'information de Madrid est chargée d'emprisonner ces trois personnes, munie d'un mandat d'arrestation remis par le juge Guillermo Ruiz de Polanco. Les accusations ne sont pas encore très claires ; ce qui est sûr en revanche, c'est que ces détentions font partie d'une spirale répressive lancée contre l'anarchisme le plus combatif par le Commandement supérieur de la police de Madrid, datant de l'an dernier par les détentions d'Eduardo et de Stefania et la fuite du compagnon anarchiste Jevas qui, depuis, continue de se cacher alors qu'on l'a mis dans une situation judiciaire ambiguë et irrégulière.

La raison actuelle pour détenir de façon périodique des compagnons et des militants anarchistes de tous poils (ou non anarchistes comme Nacho), c'est de les accuser de vouloir former des « cellules terroristes » ; mais jamais on ne trouve d'armes ou de munitions, d'explosifs ou de caches. On les accuse d'être invariablement en contact avec mille et une cellules dispersées en trois lieux d'Europe, le dénommé « triangle méditerranéen » (États italiens, espagnol et grec).

Cette logique de répression – de basse intensité pour l'instant – qui se poursuit, à la suite des actions de ce qu'ils appellent le « terrorisme » s'appuie sous divers prétextes : le but c'est d'emprisonner et d'enfermer les éléments qui sont les plus impliqués dans le « mouvement ». Les deux anarchistes et Nacho sont en prison préventive, dans l'attente de « preuves concluantes » que la police cherche encore pour leur refuser la mise en liberté sous caution et les tenir disponibles pour un nouveau procès politico-social.

Comme il y a quelques mois, le « mouvement » affronte ces détentions plus divisé que jamais, avec de multiples problèmes internes dérivés d'absurdes positions théoriques et pratiques et de polémiques qui ne mènent nulle part, et qui rendent toujours plus difficiles la consolidation de structures anti-répressives non hiérarchiques – ce qui ne veut pas dire non organisées. Ce nouvel épisode de la guerre sociale souligne également l'éloignement chaque fois plus abyssal entre les groupes et les individus anarchistes et les problèmes sociaux – comme les luttes en prison – qui font de ces cas de pathétiques caricatures où l'on regarde à travers une vitre les problématiques qui se déroulent en marge, sans s'y impliquer, peut-être à cause du caractère spectaculaire des titres journalistiques qui traitent de tout ce qui a à voir avec le « terrorisme » [...].

Liberté pour Laura

Laura Riera est toujours emprisonnée depuis le 28 août 2001, accusée de complicité avec une bande armée ; à l'origine de cette affaire, l'arrestation du « commando Barcelone » de l'ETA. Laura, dans sa ville de Terrassa, est connue pour être investie et avoir une action publique en faveur d'un monde plus juste, pacifique et solidaire. Elle est syndiquée à la CGT (syndicat anarchosindicaliste espagnol), milite dans des collectifs féministes et développe un travail dans les collectifs d'occupations de lieux inhabités et objets de spéculation immobilière. L'incarcération de Laura s'est faite exclusivement sur la base d'une déclaration obtenue par la Garde civile, après cinq jours d'isolement. Ces mesures sont appliquées aux personnes détenues sous couvert de la loi antiterroriste. Sans avocat, soumise à de nombreux interrogatoires, privée de sommeil pendant plus de cent heures, Laura, victime de crises d'épilepsies depuis deux ans fut aussi victime de pressions physiques et psychologiques : chantages, menaces, vexations, coups, etc. Laura a fini par craquer et s'accuser elle-même.

Sous le prétexte de lutter contre le terrorisme, l'État espagnol et l'Union européenne prétendent criminaliser toute forme d'opposition politique à leurs plans néolibéraux. La campagne actuelle d'accusations contre le mouvement « okupa » (squat) est un laboratoire où l'on teste cette stratégie. Une fois validée dans les faits, elle pourra être appliquée à d'autres mouvements sociaux, à commencer par le mouvement anti-globalisation, cette nouvelle bête noire des pouvoirs européens.

C'est pour toutes ces raisons que nous devons exiger aujourd'hui la liberté pour Laura Riera et tous les autres : c'est une nécessité des mouvements sociaux. Il est nécessaire de nous mobiliser pour la liberté et pour le droit à la dissidence, de lutter pour cet autre monde que nous croyons possible. Si, aujourd'hui, nous n'arrêtons pas les plans de criminalisation de la dissidence sociale que les tenants du pouvoir ont mis en place, demain pourrait arriver ce que disait Bertolt Brecht dans ce poème que nous avons tous et toutes un jour collé sur nos murs : « Aujourd'hui, c'est pour moi qu'ils viennent, et c'est déjà trop tard. »

Source : « Opinion libertaria » du 14 octobre 2001, Radio Topo, A-infos.

Traduction Relations internationales de la FA

La Confédération sibérienne du travail

LE SIBIRSKAYA KONFEDERACIA TRUDA est une organisation des syndicats dans la région asiatique de la Russie fondée en 1995 par des membres du Konfederacia Anarcho-Sindikalistov (KAS). Avant cela, en 1994, trois organisations syndicales régionales avaient été formées : l'Omskaya Konfederacia Truda (OKT) basée dans la ville d'Omsk, le syndicat de Konfederacia Truda-Syndicalist basé dans la ville de Sversk (autrefois Tomsk) et du Tomskaya Konfederacia Truda (TKT) basé dans la ville de Tomsk.

En 1998, le SKT a été rejoint par le Konfederacia Truda de la ville d'Anjero-Sudjensk dans la région de Kuzbass fondée par des participants au grand blocus ferroviaire de l'été de cette même année. Avec 2000 membres l'OKT est la plus grande unité dans le SKT, qui compte au total 5000 membres. L'OKT a un petit bureau dans la ville d'Omsk équipé d'un ordinateur et du matériel d'impression et de reliure qui lui permet de sortir son bulletin OKT-Kontakt, son magazine pour les ouvriers et le mouvement syndicaliste Delo Truda et des séries de livrets sur les sujets pratiques comme connaître ses droits et savoir quoi faire quand les salaires ne sont pas payés, qu'attendre d'un syndicat, comment créer un syndicat et sur les droits des consommateurs. Le Konfederacia Truda à Sversk publie une feuille appelée Rabochi (l'ouvrier). L'OKT a créé une bibliothèque de lecture pour les ouvriers dans ses bureaux. En janvier, Igor Kuznetsov de Tomsk a organisé, avec d'autres, un congrès des comités de grève impliqués dans la « guerre de voie ferroviaire » pendant l'été 1998 à Anjero-Sudjensk.

L'OKT comporte dix syndicats comptant entre 9 et 400 membres, employé(e) chacun(e) dans dix usines et d'autres structures et des adhérents individuel(le)s. Les syndicats sont organisés par profession : les aiguilleurs du ciel, le personnel ferroviaire, le personnel scientifique junior des ins-

tituts scientifiques, les électriciens, des spécialistes et du personnel de service des usines. Les membres des organisations à Tomsk, Sversk et Anjero-Sudjensk sont des professeurs d'école, des employé(e)s de jardins d'enfants, des mineurs et du personnel des travaux chimiques.

Mis à part son avocat et son comptable à temps partiel, le SKT n'a aucun permanent salarié. Ce n'est pas une question de principe mais de moyens, limités, mais heureusement complétés par des donations qui lui ont permis de



payer le loyer du bureau, le téléphone, etc., et d'acheter le matériel qu'il possède. Excepté le syndicat des aiguilleurs de l'air, qui est un membre du syndicat russe général des aiguilleurs de l'air, le SKT n'appartient à aucune organisation syndicale internationale ou russe.

Pour toute autre information, vous pouvez contacter Vasili Starostin par e-mail à : sibokt@omsktown.ru ou par courrier postal : Vasili Starostin, PO Box 2947, 644085 Omsk, Russie.

Traduit par Nicolas des Relations internationales

E-mail : relations-internationales@federation-anarchiste.org

www.skt.omsktown.ru

Canada

Nous reproduisons ci-dessous un texte d'appel à une action de blocage d'un centre d'affaires à Toronto, au Canada, le 16 octobre. Quelques milliers de personnes, pour la plupart anarchistes, ont répondu à cet appel et ont effectivement réussi à semer un peu de zizanie là-bas, malgré une forte présence policière.

Toronto attaquons le cœur !

FERMONS, dérangeons et endommageons le district financier de Toronto le 16 octobre et l'économie ontarienne cet automne ! Le 16 octobre, il ne sera plus permis à l'économie des patrons de faire des affaires comme d'habitude. Attaquons leurs cœurs froids, endurcis et vides lorsqu'ils dorment, mangent, quand ils nous volent et nous emprisonnent – faisons-leur savoir par tous les moyens nécessaires que les bons jours sont terminés pour eux. Dès maintenant, ils ne penseront plus qu'à quand, où, quoi et qui nous attaquerons ensuite.

Le 16 octobre, des milliers de personnes convergeront vers le district financier de Toronto pour paralyser le centre du Capital au Canada. Des milliers de personnes en ont assez des manifestations symboliques et d'enregistrer leur dissidence de façon polie, et des milliers de personnes combattront ensemble et gagneront, ne serait-ce que pour des raisons de nécessité et de survie, ne serait-ce parce que maintenant, des milliers et des milliers de personnes ne peuvent plus supporter d'attendre et de ne rien faire.

Le champ de bataille est désigné. Nous disons : « Assez c'est assez ! » Nous appelons tous et toutes les anarchistes, les antiautoritaires, les anticapitalistes et autres alli(e)s, à former un contingent anarchiste uni le 16 octobre et à participer à la dislocation économique de l'Ontario cet automne. Nous appelons tous les soi-disant « sauvages », « casseurs » et « brutes » – tous ceux et toutes celles qui portent la ruine du capitalisme – à converger pour détruire les privilèges des patrons.

Toi ! nous t'appelons, ainsi que ceux et celles avec qui tu travailles, avec qui tu vis et avec qui tu as été emprisonné. Tout le monde qui est écoeuré d'exister avec si peu, de vivre de miettes. Tous ceux et celles piqué(e)s par cette misère, qui veulent maintenant se tenir debout fièrement et devenir une force ingouvernable.

Pendant six ans nous avons subi les vicieuses attaques de l'État contre l'assurance sociale, le système de santé, le logement social et les conditions de travail. Même le traitement essentiel de l'eau potable n'a pas échappé à l'agenda néolibéral-néoconservateur des Tories d'Ontario mené de façon arrogante, traçant la voie que les autres provinces et le gouvernement fédéral suivent, peu importe le parti au pouvoir.

Mais l'État n'est pas le seul à blâmer. Ce n'est pas un fantôme abstrait tapi dans l'ombre, c'est du ciment – aussi solide que les briques qu'on lance – protégeant la bête capitaliste. Les politiques mises en avant par les Progressistes conservateurs sont l'exemple local de la globalisation et de la restructuration du capital international. Tandis que d'autres pays ont été forcés de couper dans les programmes sociaux à causes des conditions de prêts du FMI, le gouvernement conservateur a volontairement et énergiquement fait

la même chose pour « ouvrir l'Ontario aux affaires, aux investisseurs ». Le Premier ministre Mike Harris nous a clairement fait savoir que sa priorité n'est pas d'aider les millions de gens qui ont besoin d'un logement, d'un salaire décent et d'eau propre, mais de prêter assistance aux plus grandes compagnies pour qu'ils augmentent leur marge de profit.

En réponse à cela, l'OCAP (Coalition ontarienne contre la pauvreté) a résisté et s'est battue. Le moment le plus dramatique de cette bataille fut sans aucun doute la marche vers le parlement du 15 juin 2000, qui s'est transformée en une bataille rangée avec l'escouade anti-émeute. Depuis, ils se sont organisés avec des centaines de groupes communautaires, de conseils et des syndicats de travailleurs et travailleuses, et plusieurs autres, qui participeront au sein du Front commun ontarien à la campagne automnale de dislocation économique, à commencer par la fermeture du district financier de Toronto le 16 octobre. Nous irons droit aux bureaux des compagnies qui font des profits énormes sur le dos des pauvres et des salarié(e)s ontarien(ne)s et nous les fermerons par tous les moyens nécessaires.

Nous, anarchistes et révolutionnaires anti-autoritaires, devons être aux côtés et combattre avec les pauvres et les salarié(e)s d'Ontario le 16 octobre et pendant l'automne durant une longue, difficile et intransigeante lutte contre nos ennemis de classes. Le mouvement anticapitaliste devient pro-actif, plutôt que de simplement réagir à des sommets, aux réunions et horaires des patrons. Le 16 octobre et dans les mois qui suivront, Mike Harris et les boss vont perdre des millions de dollars et beaucoup de sommeil.

Le contingent anarchiste est ouvert à tous et toutes les anarchistes et libertaires. Un black bloc n'est qu'une tactique; nous favorisons la diversité de tactiques. Cependant, nous recommandons fortement aux gens qui viendront d'être prêt à se protéger contre la violence policière (masques à gaz, casques, boucliers, protections, eau et par dessus tout, l'auto-organisation. N'amenez pas de pièces d'identité, de carnet de téléphone ou quoi que ce soit d'autre qui rendra le travail des policiers plus facile).

Le rassemblement aura lieu au Nathan Philips Square, en face de l'hôtel de ville, à l'intersection de Queen et Bay Streets. Il y aura un déjeuner de crêpes, gratuit, à 5 heures du matin, avant de partir vers le district financier à 6 heures. Le but est de fermer les rues, les passages souterrains, les stations de train et de métro, et les cibles capitalistes clés jusqu'à 18 heures. Soyez créatifs, utilisez des tactiques auxquelles la police n'est pas habituée, utilisez la surprise.

Pour marcher avec le contingent anarchistes, assemblez vous à la bannière disant : « Enough is enough ! » (Assez, c'est assez !).

L'attente conduit à la défaite.

Lancé par le Collectif Freyheyt (NEFAC-Toronto)

Pour contacter Freyheyt : freyheyt@tao.ca
où CP 116, 339a College St., Toronto
ON, M5T 1S2

Traduction conjointe du Trouble et de Ruptures

Solidarité/Solidarity

MARDI 16 octobre à 4 heures du matin, cinq membres et sympathisants de RASH Montréal ont été arrêtés dans un stationnement du centre ville de Toronto. Ceux-ci voulaient participer à la manifestation de 6 heures, « Let's defeat Harris ». Ils sont accusés de : vouloir tenter de fabriquer des explosifs, de port d'arme prohibée, de port d'armes dangereuses, de méfaits, et l'un d'entre eux est accusé aussi de « bris de probation ».

Perpignan

contre la barbarie capitaliste et contre le terrorisme religieux

UNE SÉRIE d'organisations liées peu ou prou au marxisme et, de manière circonstancielle, regroupées dans un cartel anti-Bush et/ou anti-guerre, appelait à une manifestation le 11 octobre à 18 h 30, place Arago à Perpignan. Les libertaires avaient déjà marqué leur présence avec des collages et des distributions de tracts auparavant. Si nous avions décidé d'aller à cette manifestation, nous ne nous sentions pas pour autant obligés d'entériner l'appel des officines de la gauche plurielle ou... de la gauche de la gauche.

Des militants et des militantes de la Fédération anarchiste, de la CNT 66 et de la CNT-AIT ont manifesté ensemble, et la seule banderole libertaire, celle de la CNT 66, a rassemblé un moment à peu près la moitié du cortège.

La manifestation regroupait environ 400 personnes, mais *l'Indépendant*, le journal local, n'en vit guère qu'une centaine.

En revanche, les slogans retenus par la journaliste furent « Pas de paix sans justice, pas de sécurité sans égalité » et « En finir avec la barbarie capitaliste, étatique et religieuse », slogans repris par une grande partie de la manifestation au son du mégaphone de la FA. Ces slogans figuraient en titre du tract du groupe Puig-Antich.

En manifestant à Perpignan le 11 octobre 2001, la Fédération anarchiste entendait rappeler que la lutte contre la guerre actuelle rejoignait la lutte contre l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes il y a quelques années de cela et contre toutes les guerres étatistes, religieuses et nationalistes !

La lutte pour la paix n'aura de résultats durables qu'à la condition qu'elle se donne pour but l'égalité sociale des individus, la fin de l'exploitation des hommes et des femmes ainsi que la totale émancipation de toutes les formes d'autorité : religieuse, patriarcale, capitaliste, militariste ou étatiste.

C'est pourquoi il nous semble important de rappeler qu'il incombe à toutes les femmes et à tous les hommes épris de liberté et de justice, de lutter ensemble pour poser les bases d'une société égalitaire, fédéraliste libertaire.

Perpignan, le 14 octobre 2001.

Groupe Puig-Antich

Union régionale du Sud-Ouest de la FA

Succès de la manifestation

de Séville contre la guerre

Camarades,
Ce mercredi 24 octobre, convoquée par la plateforme contre la guerre « Un autre monde est possible » – constituée par une douzaine d'organisations de gauche et de mouvements anti-mondialisation, y compris la CGT [espagnole, n.d. t.] et les Commissions ouvrières (fédération provinciale, secteur critique) – a eu lieu dans cette ville une manifestation sur le thème : « Contre la guerre, pour la paix et la justice sociale » qui, partant de la place de la Encarnación, a poursuivi par la place de la Campana, par Rioja, la Plaza Nueva, l'avenue de la Constitución et par Cristina jusqu'aux abords du consulat des États-Unis. Pour ceux qui connaissent un peu cette ville, je dois dire qu'on n'avait pas vu de manif aussi importante depuis la période de la transition, et je le démontre : quand la tête de la manifestation se trouvait à Cristina, la queue du cortège se trouvait encore Plaza Nueva (hôtel de ville), c'est-à-dire une marée humaine de sept-cents mètres de long sur une avenue large de quatre voies de circulation. Nous étions plusieurs milliers ! Pas moins de six ou sept mille Sévillans et résidents, même si la police locale [municipale, n.d. t.] a avancé le nombre de 500 sans que la presse la contredise. Et pour cause, elle était absente de la manifestation ! Il faut absolument dénoncer la collusion entre les

autorités locales et les médias pour passer sous silence les protestations contre la guerre. S'il vous plaît, diffusez ce message afin que cette atteinte à la liberté de manifestation ne demeure pas impunie.

JM

Communiqué tiré de la liste de diffusion de Ràdio Klara Lliure i Llibertària



Erritvel : Big Brother, fort militaire de Romainville

Trois des accusés ont été relâchés mercredi soir, le 17 octobre, avec caution (1 500 \$ comptant) et sous conditions très sévères. Un quatrième a été relâché le vendredi soir avec une caution similaire. Un cinquième demeure en prison. Vu son passé judiciaire, il nous sera difficile de le faire bénéficier d'une sortie sur caution. L'hystérie actuelle par rapport au terrorisme pèse très lourd dans la balance. La juge a traité les accusés de terroristes et décrit leur but comme étant de mutiler et tuer. Ils semblent déjà consi-

dérés comme coupables; le procès risque d'être difficile et les sentences exemplaires. Le RASH Montréal lance donc un appel à la solidarité. Ce dont nous avons besoin, c'est d'argent pour la caution du cinquième accusé et pour les frais d'avocats de tous. Nous suggérons des dons en argent par courrier certifié pour des raisons de sécurité pour tous.

RASH Montréal

PO BOX 491 Montreal PQ Canada H2L 4K4

Les femmes, la violence et la guerre

Les femmes savent ce qu'est la guerre

Les femmes sont les seules parmi les minorités à entretenir un rapport particulier à la violence et au pouvoir. Leurs premiers agresseurs sont presque toujours invariablement des hommes de leur entourage immédiat (maris, pères, amants). La terreur que vivent les femmes est diffuse, ordinaire : elle a lieu chez elles. Elles savent donc ce qu'est la guerre car celle-ci fait partie de leur expérience quotidienne. Les filles de, les sœurs de, les épouses de... savent ce que veut dire aimer son ennemi par ce lien douloureux, direct. Les femmes sont battues, mutilées, assassinées par des hommes qui clament qu'ils les aiment.

Le syndrome des images de guerre

Beaucoup ont fait l'expérience de ce qu'on appelle le syndrome des images de guerre. Des femmes américaines ont témoigné que pendant la guerre du Golfe, leur mari habillé en uniforme militaire les battait et, en particulier, lorsqu'il avait auparavant regardé les informations télévisées sur les opérations militaires dans le Golfe. On retrouve les mêmes témoignages en Serbie et en Croatie.

Les femmes comme territoire à conquérir

Lorsqu'on analyse le phénomène des violences contre les femmes, on se rend compte que cela va plus loin que la simple situation où le mari traumatisé par la guerre bat sa femme. Le lien est beaucoup plus étroit et profond, il est plus qu'une « culture de la violence ». Il s'agit d'une similitude entre la construction de la masculinité d'un côté, le patriotisme et la violence de l'autre : à la maison, l'homme se comporte en chef de famille qui a son territoire à défendre, comme s'il était au front. Sa femme devient « l'autre », « l'étrangère », « l'ennemie » et, donc, la victime. Dans l'autre sens, la vieille équation des femmes associées à des territoires prend toute sa signification, et le viol devient une tactique incontournable

de la guerre. On comprend mieux alors que des soldats de l'ONU aient pratiqué le viol en ex-Yougoslavie, que des Cambodgiennes aient été violées massivement, et que les violences domestiques en Israël aient dramatiquement augmenté depuis le début de l'Intifada.

La guerre et les violences domestiques sont une menace permanente à la vie des femmes (il faut préciser qu'aujourd'hui plus de femmes meurent de violences domestiques que de guerre). La guerre et les violences domestiques sont, par un lien symbolique, mais ô combien puissant, une seule et même chose, et l'une rend l'autre possible.

Nelly Roussel (1878-1922), militante féministe engagée dans le combat antimilitariste et le mouvement néo-malthusien, parlait de la « grève des ventres » comme moyen de lutter contre la propagande nataliste :

« Pourra-t-on jamais mesurer l'influence des braves et des sourires des femmes sur les folies et les crimes des hommes ? Qui sait si nous n'aurions pas pu, nous qui pourtant ne sommes rien dans ce monde masculiniste, nous les enchaînées, les sacrifiées, les crucifiées, qui sait si nous n'aurions pas pu quelquefois arrêter, par la seule vertu de notre silence méprisant et réprobateur, ceux qu'a excités au contraire l'espoir, l'espoir de nous éblouir par l'étalage d'une gloire sanglante à laquelle trop souvent nous avons applaudi ?... Peut-être n'y aurait-il plus de militarisme, si aucun des soldats qui passent en bombant le torse avec des airs avantageux ne se savait suivi longuement par de tendres regards de femmes. Peut-être n'y aurait-il plus de guerre, si nous comprenions que la guerre n'est pas une chose abstraite, impersonnelle, irresponsable, à laquelle on ne peut s'en prendre, mais que les vrais coupables, ce sont ceux qui la font ; et que ce qu'il faut crier sur le passage des hommes en armes, ce n'est pas : « À bas la guerre », mais plutôt : « À bas les guerriers ! » »

Extrait du meeting
« Contre les fêtes du cinquantenaire », 1920.

La triple oppression

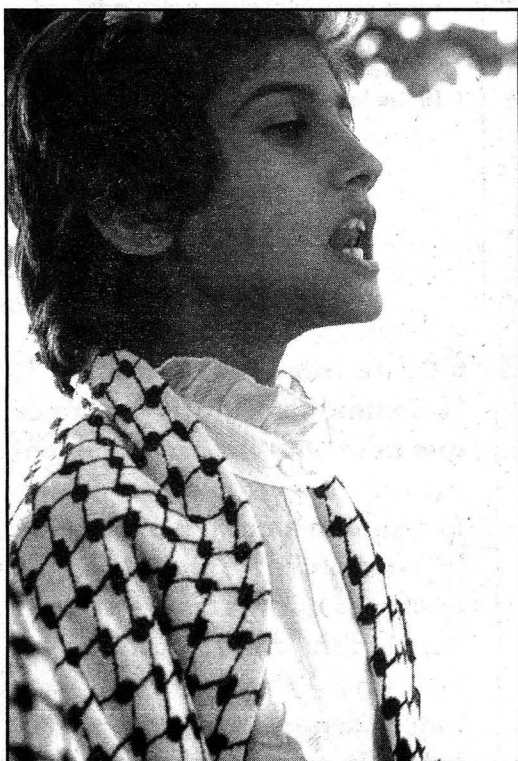
Dans les pays en guerre, les femmes subissent une triple oppression. Elles vivent dans un pays occupé militairement, en présence permanente de l'agresseur, sont opprimées dans leur communauté patriarcale et sont les premières à souffrir des conséquences économiques de la guerre. Leur corps est asservi et on leur dénie le droit de choisir. On peut par exemple interdire le contrôle des naissances ou la contraception pour les obliger à donner naissance à de futurs soldats qui défendront leur pays (Israël ou ex-Yougoslavie). On peut au contraire leur imposer une stricte planification des naissances si cela correspond à des choix politiques gouvernementaux (Indonésie). Dans toutes ces situations, on les considère comme des ventres au service de la patrie.

Le potentiel révolutionnaire des femmes

Il n'y a rien qui pose que les femmes seraient naturellement non violentes, que ce serait leur nature d'être douces et passives tandis que seraient inscrites dans les gènes masculins l'agressivité et l'action. Par contre, le lien entretenu au quotidien entre les femmes et la violence et le pouvoir peut être la base d'une autre façon de se situer dans le monde, dans la société et, par là même, questionner la logique de guerre.

Vivre en permanence dans la terreur comme beaucoup de femmes en font l'expérience peut détruire complètement ou peut générer des formes de résistance et de luttes collectives radicales. S'interroger sur les définitions de la famille, de l'ennemi peut annuler les raisons mêmes invoquées pour partir en guerre.

Il faut alors poser ce lien ultime et révolutionnaire : les femmes sont aussi intimement liées à la vie de leurs oppresseurs qu'eux à la leur. Dans le privé, les femmes sont toutes la sœur, la fille de quelqu'un. Du coup, le lien entre violence domestique, guerre et luttes de pouvoirs devient si évident qu'on ne peut se placer que dans une perspective antimilitariste et de résistance à ces guerres qui ne seront jamais les nôtres.



Photos : Chr. Passevant : Festival des enfants des écoles populaires de Jénine, Cisjordanie

portement (manipulation des esprits, de l'information) permettent la rationalisation de cette violence. La violence sexuelle n'échappe pas à la règle, et sa gestion conduit dans les guerres contemporaines à ordonner des viols massifs pour briser psychologiquement, moralement, démographiquement une population.

Ceci n'a pas été inauguré en ex-Yougoslavie, même si les médias pouvaient parfois donner l'impression qu'ils découvraient le phénomène. On peut citer le Japon (1937, le sac de Nankin, et les épouses de réconfort), les Allemandes violées par les Russes en 1944, le Vietnam, l'Algérie, etc. ; enfin, partout où la guerre fait rage.

S'ajoute parfois celle de la purification ethnique, car le nationalisme exacerbé des États se fonde sur la pureté ethnique. Le racisme scientifique nazi se fondait à la fois sur la stérilisation eugénique et la procréation forcée. Mais jamais rien ne se reproduit à l'identique. Véronique Nahoum-Grappe écrivait en 1993 : « Une définition ethnique du groupe se fonde sur la maîtrise de la circulation du sperme. L'identité ethnique qui veut s'imposer se doit donc de diffuser son sperme et de faire couler le sang. » On passe du viol collectif au viol sur ordre dans l'entreprise de purification ethnique.

Dans tous les cas, il s'agit de viols organisés, de femmes retenues dans des camps bordels qui ne désespèrent pas (au nom de l'humanitaire, même les casques bleus les fréquentent).

De toute évidence, il y a les bonnes et les mauvaises victimes. Les associations humanitaires s'inquiètent de ne pouvoir venir en aide aux Somaliennes victimes de viols dans les camps mais tout le monde ignore le sort des Palestiniennes ou des Irakiennes qui vivent dans des États « terroristes ». Quant aux Afghanes, le monde semble avoir découvert récemment leurs conditions de vie.

Et pourtant, partout dans le monde, on continue à fabriquer et à fourbir des armes. Des industriels de l'armement ont diffusé dans le passé des catalogues intitulés « Beautés et armes célèbres ». Des jeunes femmes, l'œil de braise, légèrement vêtues, présentaient le fusil d'assaut AK47 derrière leur cuisse nue. Au Vietnam, des soldats américains chantaient :

« Ceci est mon canon (ils brandissaient leur M19)

Ceci est mon fusil (ils mettaient la main à leur braguette)

Le premier est pour tuer,
L'autre est pour jouir. »

Au vu de cette alliance permanente du capitalisme et du patriarcat, rien ne peut aujourd'hui justifier les guerres et surtout pas le prétexte qu'il s'agirait de sauver les Afghanes des mains des talibans. Ce ne sont toujours pas des héros, et ce sont toujours et encore des assassins.

Soyons insoumises ! soyons solidaires ! soyons réfractaires !

Muriel

groupe Emma-Goldman, FA Bordeaux



Entreposage de déchets radioactifs dans le Gard

LE COMMISSARIAT à l'énergie atomique (CEA) est chargé depuis 1991 de la mission d'installer un dépôt de longue durée de déchets radioactifs à haute activité et à vie longue. Les études ont commencé en 1999, et plusieurs sites dans le Gard et l'Ardèche ont été retenus. Le Collectif rhodanien contre l'enfouissement a demandé une étude géologique pour chaque site. Il en résulte qu'aucun de ces sites ne pourrait être envisagé sérieusement. Par contre, les études du CEA se poursuivent. La presse cite Christian Bataille, rapporteur de la loi de 1991 : « Marcoule dans le Gard présente d'excellentes caractéristiques, parmi les meilleures que l'on connaisse. Scientifiquement, géologiquement, ce site n'a jamais été contesté. Et la population n'y est pas hostile... Le stockage en profondeur devra être accepté à un moment donné... Les déchets radioactifs existent. Il faudra les traiter un jour... »

Mais l'étude géologique demandée par le Collectif rhodanien révèle : « Plusieurs réseaux de cassures existent au site de Marcoule qui coupent toutes les couches des massifs calcaires et même celles des marnes réputées imperméables. Cette fracturation dense des roches favorise l'infiltration de l'eau en grande profondeur. Les risques de contamination radioactive des nappes phréatiques sont évidents. » Le résultat est également négatif pour les autres sites présents dans le Gard : Orgnac, Verfeuil, Mont Bouquet, Saint-Quentin, Valliguières, Massif du Gardon.

Non seulement Marcoule se trouve sur une faille sismique, mais le centre de recherche nucléaire de Cadarache (Bouches-du-Rhône) et la centrale de Pierrelatte (Vaucluse) aussi. Marcoule est coincé entre deux failles avec des chocs sismiques à proximité. Néanmoins, il est prévu de transférer la production du site de Cadarache à Marcoule et de continuer la recherche près de Marcoule.

La production d'énergie est une entreprise capitaliste bien rentable, si l'État se charge des frais annexes : recherche, voirie, déchets... L'énergie atomique n'a des avantages concurrentiels que grâce à l'État qui paye tous ces frais. Si le traitement des déchets nucléaires et la destruction des centrales atomiques hautement contaminées à la fin des années de production étaient à la charge de l'entreprise, le prix de leur électricité ne serait plus concurrentiel. Mais ces frais sont à notre charge commune. L'État c'est nous, la communauté des contribuables.

C'est ainsi que l'on produit à volonté, sans se soucier des quantités de déchets dangereux, et alors qu'il n'existe de nos jours aucune solution réaliste et réalisable pour s'en débarrasser ! Il n'y a qu'un seul moyen de freiner les producteurs de déchets radioactifs : leur octroyer la prise en charge financière de la recherche des moyens de traitement des déchets jusqu'à ce qu'ils soient inoffensifs. En attendant, tous les déchets devraient être stockés sur le lieu de leur production, sans la moindre contamination de l'environnement. Si on renvoyait le problème aux entreprises productrices,

elles verraient très vite que la surface d'entreposage est limitée et qu'elles ne pourraient plus continuer à produire des déchets à volonté. Depuis la fin des années 70, on cherche à Gorleben, en Allemagne, la possibilité de l'enfouissement des déchets dans des salines profondes. Toute une région s'est mobilisée dans la lutte contre cet enfouissement qui n'est pas sans risque pour la nappe phréatique. L'État allemand soutient fortement les entreprises capitalistes ; par exemple en accompagnant les transports de déchets atomiques – les Castors – pour l'entreposage en surface à Gorleben. Bien qu'en vingt ans, on n'ait pas été capable de démontrer que l'enfouissement sans dangers soit possible, on emmène déjà des quantités énormes de déchets : on crée des préjudices irréversibles.

Mais les frais des transports sous la surveillance de 20 000 policiers font augmenter les déficits budgétaires des départements allemands. Ainsi les députés se demandent jusqu'où ils vont continuer à dépenser de l'argent pour les entreprises d'électricité qui ne sont plus étatiques comme en France, mais privées. Si on veut encore aggraver le problème et toujours produire des déchets dont on ne sait pas quoi faire, il faut donc les confiner au seul endroit déjà contaminé : la centrale nucléaire, pour ne pas créer des dangers partout à l'extérieur. On n'a aucune idée du comportement des Castors en surface à long terme. Toute proposition intermédiaire risque de nuire pour des milliers de siècles à notre environnement. Nous ne pourrions plus boire d'eau possiblement contaminée alors qu'elle est une ressource qui se raréfie.

M. Bataille, comme beaucoup de socialistes, nous trompe s'il ne se soucie pas des déchets futurs. Il pense à l'électorat socialiste, c'est tout. La gauche classique toutes tendances confondues (le PCF prend la tête) a toujours préféré la lutte économique à court terme (emplois, conditions de travail) à la lutte environnementale qui a besoin d'un effort de longue haleine. C'est le nombre d'emplois qui compte, même si dans une centrale nucléaire, c'est un emploi mortel à moyen terme. Jusqu'à présent, le PC et la majorité du PS ne se soucient point des problèmes énormes de l'énergie atomique. Ils ne pensent qu'aux prochaines élections : le nombre d'emplois, les salaires, les journées de congés, on ne va pas plus loin. Cette gauche travailliste ne veut pas accepter les changements qui se sont passés au sein de la classe prolétaire. Il y a une fracture importante qui fait que la majorité des travailleurs n'ont plus seulement leurs chaînes à perdre, mais aussi une petite maison et d'autres avantages. C'est pourquoi on les retrouve souvent du mauvais côté dans les luttes, surtout s'ils sont employés dans les entreprises nucléaires. Toute la région de Bagnols-sur-Cèze vit des profits de Marcoule ; les pots de vin pour les élus ne sont que la pointe visible de l'iceberg. La majorité de la population, la prospérité de la région, dépendent de la centrale atomique de Marcoule. Des centaines de milliers de visiteurs de la centrale atomique nourrissent chaque année un tourisme industriel.

Il est plutôt dangereux de protester ouvertement contre l'énergie nucléaire, parce que la région de la vallée du Rhône s'est fait acheter. Actuellement, les intérêts de l'administration centrale à Paris, de l'administration régionale à Bagnols-sur-Cèze et des entreprises semblent identiques, car tout le monde bénéficie des profits de l'énergie nucléaire. C'est pourquoi on ne distingue pas assez clairement les différentes branches des niveaux de gestion intéressés par cette activité dangereuse :

1. L'entreprise capitaliste de production d'énergie.
2. L'entreprise capitaliste de distribution de l'énergie.
3. Les entreprises capitalistes de recherche.
4. Les départements de recherche dans l'administration.
5. L'administration politique centrale.
6. L'administration politique régionale.

Le plus souvent, nous sommes confrontés aux responsables de l'État qui gèrent le nucléaire, mais cela cache notre adversaire central, EDF. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une entreprise capitaliste pure et simple, qui travaille dans le domaine de la production et de la distribution d'énergie.

Dans peu de temps, EDF sera privatisée. Dès que la production ne semblera plus assez profitable, EDF, avec son capital, s'en ira chercher des moyens de rentabilisation ailleurs, et nous resterons sur place, avec les déchets. L'entreprise de distribution ne sera pas mise en cause, parce qu'elle ne produit pas les déchets. On aura peut-être d'autres élus, mais aussi l'addition à régler. Nous resterons avec les déchets et non seulement ceux de Marcoule, mais de tout le pays, voire toute l'Europe, car le stockage aussi peut être une entreprise capitaliste bénéficiaire, si nous continuons à payer les frais annexes. Il faut donc renvoyer le problème d'entreposage et de retraitement aux centrales nucléaires qui elles seules sont responsables et doivent en assumer les frais.

Gherard (Gard)

« Partout où la religion règne ne voyons-nous pas des peuples asservis ? »

Paul d'Holbach

CRISES DE FOI



LE GROUPE Kronstadt vient de publier une brochure de soutien (afin de financer ses tracts et affiches) compilant des « crises de foi » et des textes plus longs concernant les religions et les sectes. Certains de ces textes et « crises de foi » sont des inédits. En achetant cette brochure, vous nous aidez à propager nos idées, et cela vous permettra d'avoir des arguments contre tous les curés, bonzes, gourous, imams et rabbins de la planète. Pour les commandes envoyez un chèque de 35 F (port compris) + 5 F par brochure supplémentaire commandée pour le port, à l'ordre de Kronstadt à la Plume noire, 19 rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. N'oubliez pas de nous communiquer votre adresse pour les envois. Merci de votre soutien et à bas la calotte ! Vive la sociale.

Groupe Kronstadt
Lyon

Bêtisier

« Du 18 mars au 28 mai 1871, la Commune de Paris illustre ce que peut être un gouvernement par la terreur. Elle n'a été en fait qu'une tentative avortée de la dictature sanglante de quelques quartiers de Paris sur l'ensemble de la capitale, sur la France. Elle aurait pu, par l'incohérence et le désordre, gêner l'action de Thiers et servir de prétexte à la présence d'une armée d'occupation prussienne sur notre territoire, pendant longtemps encore. »

Auteurs : Jean Servier, Pierre Dabiez

Voilà ce qu'on peut trouver dans l'Encyclopedia Universalis au chapitre « Terrorisme ».

L'Aberration

SORTIR du nucléaire assigné en justice pour contrefaçon du journal *Libération*. Le 16 octobre, le réseau Sortir du nucléaire a reçu la visite d'un huissier de justice. L'association est assignée à comparaître en référé le 24 octobre devant le tribunal de grande instance de Paris pour contrefaçon du journal *Libération*. Ce dernier demande l'interdiction de « l'impression, la publication et la diffusion » du journal *L'Aberration* sous astreinte de 1 000 F par infraction constatée et 500 000 F de dommages et intérêts. Une deuxième audience sur le fond interviendra le 28 novembre. Les journalistes de *Libération* ont protesté contre cette mesure : « On ne va pas taxer les antinucléaires pour remonter financièrement le journal. » Affaire à suivre.

Chiapas

LE DERNIER communiqué du Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI) datait du 29 avril 2001. Après le vote, par le Congrès mexicain, d'une « loi indigène », les zapatistes ont rompu tout contact avec le pouvoir mexicain : « L'EZLN refuse formellement de reconnaître cette réforme constitutionnelle sur les droits et culture des Indiens. Celle-ci ne reflète pas l'esprit des accords de San Andrés (signés le 16 février 1996), ne respecte pas l'initiative de loi de la Cocopa (commission parlementaire pour la paix), ignore entièrement l'exigence nationale et internationale de reconnaissance des droits indiens et de la culture indienne, sabote le processus de rapprochement à peine entamé entre le gouvernement fédéral et l'EZLN, trahit l'espoir d'une issue négociée à la guerre au Chiapas et révèle le divorce total entre la classe politique et les exigences populaires. »

L'année 2001 avait pourtant commencé dans l'espoir. Les zapatistes ont répondu positivement aux propositions du nouveau régime (Fox, le « tombeur » du Parti révolutionnaire institutionnel, élu en juillet, a pris ses fonctions présidentielles en décembre 2000) et posé trois conditions pour reprendre le chemin du dialogue : libération des prisonniers zapatistes, démantèlement de sept positions militaires au Chiapas et vote de la « loi Cocopa » issue des accords de San Andrés (droits et culture indigènes). Pour appuyer ces demandes, ils ont organisé, du 24 février au 11 mars, la Marche de la dignité indienne (douze États du Mexique traversés, 3 000 kilomètres parcourus en caravane), une immense mobilisation indigène et populaire, une arrivée triomphale à Mexico. Les prisonniers (une centaine) ont presque tous été libérés (il en reste cependant une dizaine), les sept positions militaires (sur plus de 250) ont finalement été démantelées, la délégation rebelle (en l'absence remarquable et remarquée de Marcos) a été écoutée par le Congrès mexicain en séance plénière, écoutée mais pas entendue... Quelques semaines après le retour des insurgés dans leurs montagnes, les politiciens faisaient leur sale travail et votaient une loi vidée de son contenu, réduisant à quelques mots creux l'autonomie attendue par les peuples indiens du Mexique. Le Congrès national indigène et l'EZLN ne l'ont pas accepté et appellent « à s'organiser et à maintenir toutes formes de résistance civile sur tout le territoire national ».

Le pouvoir fait la sourde oreille, trop heureux du soutien et de la reconnaissance de l'Union européenne, qui lui a décerné un « brevet démocratique » et a tancé l'intransigeance des rebelles (le commerce et l'économie avant tout, le Mexique s'est lié à l'Europe des Quinze par un accord de libre-échange, défendu en 1999 devant le Parlement français par Jean-Claude Lefort, député PCF). Au Chiapas, un tiers de l'armée mexicaine continue d'occuper les zones insurgées (certaines positions ayant seulement été déplacées de quelques kilomètres), la « guerre de basse intensité » n'a pas cessé. Les communes autonomes zapatistes (on en compte



Les communes autonomes en résistance

une quarantaine, regroupant chacune des dizaines de communautés) restent en résistance et, si l'EZLN a choisi le silence, elles dénoncent régulièrement le harcèlement et la pression militaire ou paramilitaire. C'était encore le cas, le 17 octobre, de la commune Flores-Magon, qui termine son communiqué par ces mots : « Sœur et frères, [l'accroissement des vols rasants et des patrouilles terrestres] continuent d'être la menace et la réalité quotidienne dans laquelle vivent nos villages et communautés indigènes, pour le simple fait de lutter pour une vie digne et de nous maintenir fermes, plus organisés et forts dans la progression de notre autonomie comme peuple indigène. »

Fox vient de démarcher en Europe (Allemagne, France, Espagne, Italie) cherchant des investissements et un soutien à son plan économique, dit « Puebla-Panama », de développement et d'extension au sud du Mexique et à l'Amérique centrale d'une zone de maquiladoras (usines de sous-traitance et de surexploitation, textile, assemblage, etc.). Il peut, à son retour au Mexique, se vanter d'y avoir reçu « un appui total », particulièrement d'un certain Jacques Chirac, et ajoute que les allusions à la situation au Chiapas ont disparu : « Personne ne l'a mentionnée, aucun président, aucun leader, aucun premier ministre [...]. Il y a aujourd'hui (pour les Européens) un gouvernement démocratique au Mexique, qui respecte les droits de l'homme, qui est attentif, qui aime et respecte ses frères indigènes. »

Des syndicats indépendants qui ont rencontré, en mars, la délégation zapatiste à Mexico, demandent au gouvernement de cesser son « double discours » au sujet de la loi indigène et appellent à la mobilisation.

Des élections municipales ont eu lieu début octobre au Chiapas, marquées par un très fort taux d'abstention dans

les zones zapatistes, où l'on n'a confiance que dans les conseils autonomes (non reconnus légalement), élus directement dans les assemblées communautaires, et où l'on refuse les candidats des partis.

Le 12 octobre, les coordinations régionales de la société civile en résistance (en majorité indiennes et qui sympathisent avec l'EZLN) bloquaient sept routes du Chiapas : en refus total de la « loi indigène » ; pour la libération des prisonniers ; contre la militarisation ; contre le paiement de l'énergie électrique (une grande partie de celle qui alimente le Mexique est produite au Chiapas) jusqu'à obtenir un tarif préférentiel et l'électrification des communautés qui en sont privées ; en rejet total du plan Puebla-Panama ; pour la légalisation des terres et propriétés récupérées ; pour l'arrêt des bombardements contre les peuples d'Afghanistan. Un jeune Portugais, José Alberto Alvarez, qui discutait, à San Cristobal de las Casas, avec des colleurs d'affiches contre la guerre a été arrêté, détenu deux semaines, puis expulsé du Mexique.

Le 26 octobre, l'armée zapatiste a rompu son silence, pour saluer la mémoire de Digna Ochoa, jeune avocate dévouée aux prisonniers indiens, zapatistes du Chiapas et rebelles d'Oaxaca et du Guerrero. Menacée de mort depuis longtemps (elle s'est un temps exilée aux USA), elle vient d'être assassinée dans son bureau, par des « professionnels ». « En haut, il n'y a pas plus de changement que celui que dicte la mode, en bas l'injustice et la misère se répètent [...]. En bas reviennent la douleur et la rage, mais il n'y aura plus l'impuissance. »

Bérial

À Paris, le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) continue ses activités depuis bientôt sept ans et se réunit les mercredis à partir de 20 h 30 au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e. Ses assemblées sont ouvertes.

**Site Internet : <http://ouvaton.org/cspcl>
e-mail : cspcl@altern.org**

Deux livres sur la marche zapatiste viennent de paraître : *Et la forêt se déplaça...*, de Nadège Mazars et Damien Fellous, aux éditions Noésis, et *la Fragile Armada*, aux éditions Métailié.

Il faut aussi signaler l'intelligente réflexion sur le mouvement indien au Mexique *le Mythe de la raison*, de Georges Lapierre, publiée récemment par L'Insomniaque, ainsi que l'essai essentiel de Carlos Montemayor *la Rébellion indigène du Mexique*, édité en juin par Syllepse.



Espagne

La répression des antimilitaristes continue

LE 10 OCTOBRE était prévu le procès de Pedro Fernandez Puente pour insoumission au service militaire obligatoire. Il risquait une condamnation de quatre ans de suppressions de ses droits civiques pour son refus de collaborer avec l'armée et pour son attitude antimilitariste. Le MOC (Mouvement des objecteurs de conscience) annonce éga-

lement que Pedro Javier Rodriguez « Monty », dernier insoumis à l'armée, a reçu un ordre d'incarcération immédiate dans une prison militaire pour y purger une peine de deux ans et quatre mois. C'est un militant actif de la désobéissance civile à l'ordre militaire et à toutes ses ramifications. Il réalisera prochainement une action publique, collective et non violente pour dénoncer le système dominant militariste.

Le MOC rappelle que malgré l'annonce de la disparition imminente du service militaire obligatoire, les procès et jugements à l'encontre des secteurs impliqués dans la transformation sociale basée sur des valeurs contraires

au militarisme et au bellicisme, continuent.

Il faut dire aussi que la professionnalisation de l'armée est pour l'instant un échec. On ne compte en moyenne qu'une demi-candidature par place proposée par l'armée espagnole. Quant aux choix économiques, alors que la demande sociale privilégie le transfert des coûts militaires sur le secteur social, les campagnes de communication pour embaucher (montant estimé : 350 millions de pesetas), la recherche et les dépenses militaires coûtent cher.

Source : MOC de Bilbao

« Six pieds sous terre Jojo, tu n'es pas mort
Six pieds sous terre Jojo je t'aime encore. »
Jacques Brel, *Jojo*.

Georges

Brassens

1921-1981

Hécatombe

*Au marché de Brive-la-Gaillarde,
À propos de bottes d'oignons,
Quelques douzaines de gaillardes
Se crépaient un jour le chignon.
À pied, à cheval, en voiture,
Les gendarmes, mal inspirés,
Vinrent pour tenter l'aventure
D'interrompre l'échauffourée.*

*Or, sous tous les cieus sans vergogne,
C'est un usage bien établi,
Dès qu'il s'agit d'rosser les cognes
Tout l'monde se réconcilie
Ces furies, perdant toute mesure,
Se ruèrent sur les guignols,
Et donnèrent je vous l'assure,
Un spectacle assez croquignole*

*En voyant ces braves pandores
Être à deux doigts de succomber,
Moi, j' bichais, car je les adore
Sous la forme de macchabées.
De la mansarde où je réside,
J'excitais les farouches bras
Des mégères gendarmicides,
En criant : « Hip, hip, hip, hurra! »*

*Frénétiques, l'une d'elles attache
Le vieux maréchal-des-logis,
Et lui fait crier : « Mort aux vaches!
Mort aux lois! Vive l'anarchie! »
Une autre fourre avec rudesse
Le crâne d'un de ces lourdauds
Entre ses gigantesques fesses
Qu'elle serre comme un étau.*

*La plus grasse de ces femelles,
Ouvrant son corsage dilaté,
Matraque à grands coups de mamelles
Ceux qui passent à sa portée.
Ils tombent, tombent, tombent, tombent,*

*Et selon les avis compétents,
Il paraît que cette hécatombe
Fut la plus belle de tous les temps.*

*Jugeant enfin que leurs victimes
Avaient eu leur content de gnonns,
Ces furies, comme outrage ultime,
En retournant à leurs oignons,
Ces furies, à peine si j'ose
Le dire, tellement c'est bas,
Leur auraient même coupé les choses, } bis
Par bonheur ils n'en avaient pas!*

J'AI sous les yeux cette magnifique photographie de Jean-Pierre Leloir, prise pour un numéro du mythique *Rock and Folk*, en 1969, et montrant pour notre génération presque cinquantenaire, trois hommes qui ont représenté pour la culture en général et pour la culture libertaire en particulier trois exemples vivants de talent. Georges Brassens, Léo Ferré et Jacques Brel sont attablés derrière des micros, des bières et des cendriers pleins et discutent. On aurait aimé être transformé en petite souris pour se trouver là en cet instant unique.

Mais s'il ne devait en rester qu'un dans la mémoire de la rue, c'est bien de Georges Brassens qu'il s'agirait. Partout en cette fin de mois d'octobre 2001, les radios et les maisons de disques s'affolent. C'est vrai que vingt ans après sa mort le plus bel hommage restera sans doute celui de Pierre Desproges qui déclara (je cite de mémoire) : quand Georges Brassens est mort, j'ai réellement eu de la peine et j'ai pleuré une partie de la journée, par contre à l'annonce de la mort de Tino Rossi j'ai repris trois fois des moules.

C'est bien Georges Brassens né sous les meilleurs augures, le jour même où un colis piégé contenant une grenade arriva à l'ambassade US de Paris pour protester contre le traitement réservé à Sacco et Vanzetti, c'est bien Georges Brassens donc, qui retient les faveurs du plus grand nombre. Les rondeurs sympathiques de sa jeunesse, son côté ours mal léché, sa simplicité sur scène, le fait de s'entourer d'une foule de copains, toutes ses vérités contribuent à entretenir une réputation et à garder une petite mélodie dans un coin.

Ce que le public connaît moins, c'est son côté anarchiste militant. Ancien permanent de notre librairie et rédacteur de talent, il fut de ceux dont la compagnie sur la route fut des plus précieuses et peut-être, malgré la carrière que l'on sait, des plus fidèles. Nous avons choisi pour illustrer le vingtième anniversaire de sa mort, un curieux article, publié dans *Le Libertaire* du 8 novembre 1946. Géo Cédille (son pseudo) y lâche sa plume, d'une violence féroce et je l'avouerais, n'ayant pas connu la période directement assez énigmatique. Mais si l'on constate le contenu et le ton, nous devons reconnaître, notre robinet à eau tiède puisse-t-il en rougir, une plume de polémiste incomparable.

Jipé

Cet article est également publié en compagnie d'autres dans la brochure « Incroyables Anarchistes », n° 8 aux éditions du Monde libertaire, en vente à Publico 20 F.

Les grandes résistances. Mais oui, mon capitaine

QUATRE LONGUES ANNÉES durant, du micro de la B.B.C. un misérable laidron du nom de Maurice Schumann déversa dans le cœur de ses compatriotes des ferments de haine féroce contre les oppresseurs nazis.

Quatre longues années durant, cette charogne abominable menaça de sanctions divines et humaines les Français qui suivraient le drapeau de Hitler, voire ceux qui ne tenteraient rien contre lui.

Quatre longues années durant, cet indécrottable pouilleux dont la vue seule éloignerait les plus sordides porcs du monde détermina par ses paroles un grand nombre de braves types à s'opposer à la brute fasciste et à se résoudre à périr. Non pour l'idée de liberté, ce qui eût été magnifique, mais pour l'ordre-idée de patrie, pour que quelques crachats, en mal de despotisme, quelques minables galonnés dont le fameux échec du mois de juin 1940 exacerbait la vanité, puissent venir cultiver leur gangrène dans l'épave du quai d'Orsay.

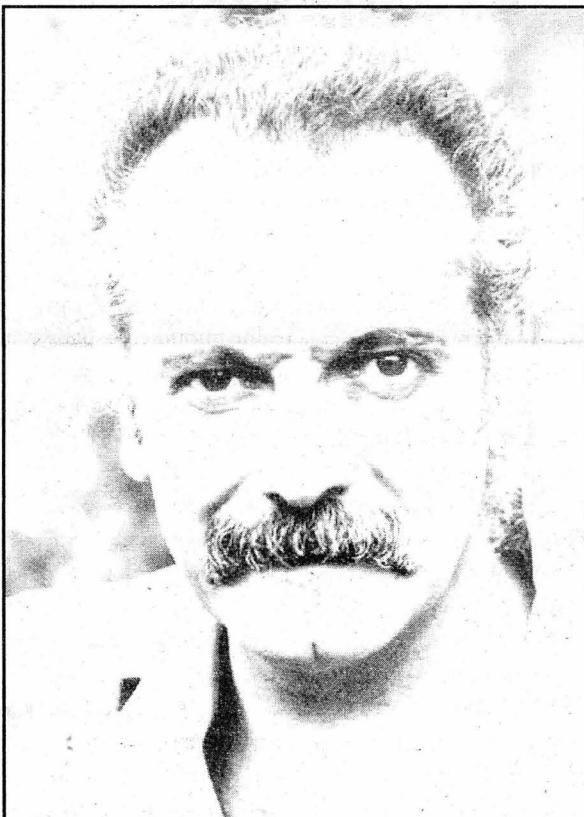
Quatre longues années durant, confortablement installée dans un fauteuil de l'émetteur de Londres, cette créature fétide, de connivence avec la mort, sema des tombes à tous vents et fut la cause que des malheureux rendirent l'âme en célébrant cette putain de *Marseillaise*. Mères, pères, enfants, compagnes de ces pauvres garçons balayés par les balles, vous toutes et vous tous dont un être chéri repose à présent sous la terre, réveillez-vous, remuez-vous, allez trouver cette ignoble canaille, allez lui demander des comptes pour ses manœuvres frauduleuses; allez lui crier à la face qu'il n'est qu'un escroc dégoûtant.

Quatre longues années durant, il a fait des milliers de dupes; il a per-

suadé des hommes généreux qu'ils se battaient pour quelque chose, alors qu'ils se battaient pour rien, puisque c'était pour la patrie; puisque la liberté n'est pas née de leur mort; puisque deux ans après le départ des nazis l'on peut mourir encore et de faim et de froid.

Les héros de la Résistance ont lutté pour changer de maîtres et de chaînes et non pour supprimer les maîtres et les chaînes. Ils ont lutté pour que Schumann et ses complices puissent poser leurs sales fesses sur les bancs du Palais Bourbon. Ils ont lutté et ils sont morts.

Alors, afin de les « venger », le leader du M.R.P. a persisté comme du temps de Londres, à vomir son venin sur les gens d'Allemagne, à leur imputer tous ses crimes. Le comble de l'ignominie. Capitaine Schumann, vous êtes un fumiste. Par vos harangues captieuses, vous avez, dupé vos semblables, vous les avez trompés sur les desseins réels que nourrissaient à leur égard les quelques charlatans de Londres. Vous êtes un usurpateur. Votre éloignement du champ de bataille vous interdisait l'initiative d'inciter le peuple de France à la révolte, de vous prétendre résistant. Vous êtes un capitulaire. Au moment d'être bombardé sur le sol de la « douce France » pour aider vos compatriotes, au moment de vous trouver en face de vos ennemis, vous avez reculé, vous avez cédé à la peur; soudainement, devant le vide qui vous attendait, vous vous êtes sou-



venu d'une vieille blessure et avez préféré retourner in England. Dans le langage militaire, cela s'appelle désertion en présence de l'ennemi, et relève du conseil de guerre.

Si vous aviez servi dans l'armée allemande (hypothèse plausible certes, ne vous nommez-vous pas Schumann?) et adopté dans un semblable cas, l'attitude qui vous attire les avanies du colonel Passy, une ordure de votre espèce, tout laisse supposer que vous eussiez été précipité hors de l'avion à grands coups de bottes dans le derrière ou exécuté sur-le-champ. Alors votre charogne infecte, au lieu d'empuantir le monde, serait allée dans les campagnes remplir le rôle d'un engrais. Reste à savoir si les agriculteurs auraient admis sans protester que la dépouille putréfiée de l'horrible et puant Schumann s'élevât au rang du fumier.

Géo Cédille

« *Le Libertaire* », 5 novembre 1946

Un sorcier

Monsieur Chrysanthème, roman noir de Jacques Vallet, éditions Zulma

JACQUES VALLET est un peu sorcier. Il est à lui tout seul, *le Fou qui parle*, qui prévoit l'avenir, qui crée l'événement. Déjà, en 2000, son roman, Une coquille dans le placard (même éditeur), à peine paru, le directeur de la rédaction d'un quotidien du matin donnait sa démission. Il s'était reconnu dans le personnage, un machiavélique assassin, décrit par maître Jacques.

Aujourd'hui, avec son *Monsieur Chrysanthème* et sa saga japonaise, Jacques Vallet suscite une déferlante de « japonaiseries » savantes. Parmi elles on doit citer *le Quotidien vespéral des marchés* (sobriquet du journal *le Monde*) qui y a consacré, sous le titre « Avoir 20 ans au Japon », quatre numéros de sa page « horizons », numéros fort documentés (10 au 13 avril 01).

Pour être au parfum, pour « anticiper » l'événement, pour parfaire sa science, à l'avance, vigilant lecteur du *ML*, il faut absolument lire les ouvrages de cet auteur hors normes... et en attendant son prochain coup de dé... lire, *Monsieur Chrysanthème*.

Noir Voyage au Pays du Soleil Levant

Les ingrédients sombres sont bien là : une secte qui enferme une jeune fille kidnappée, qui tente de la décerveler ; un chef de bande affairiste yakuza, qui avait déjà sévi en Bourgogne (cf. *L'Amour tarde* à Dijon, Éd. Baleine. Collection Le Poulpe) ; un jeune sabreur-samouraï fou de drogue et de sang.

Tout cela pour mieux stimuler notre curiosité sur les mystères de la vie moderne au Japon, sur les vestiges d'une Civilisation inconnue.

Bouffée d'air frais, pour faire contre-poids à la noirceur du drame, que ces cerisiers en fleur, ce « salut » d'un lapin noir et d'un canard blanc au héros, que ces fleurs de

lotus et de chrysanthèmes, que la beauté d'une femme fragile compagne du journaliste enquêteur Othello Desdouches.

Et Othello dans tout ça ?

Le héros un peu fatigué, égaré par son créateur dans une aventure qui le dépasse, arrive à s'en tirer, même s'il traîne les pieds. Il joue les accablés de mélancolie², une mélancolie qu'Aristote assimilait au Génie... Génial Othello ! qui philosophe, qui métaphysique entre deux verres de saké et deux étreintes avec la belle et douce Yumi, son rayon de soleil.

Il a beau dire « n'avoir plus prise sur le temps... ni sur rien d'ailleurs dans sa foutue vie », on ne le croit pas. Sa nostalgie embaume le parfum du vent et de ses amours fugaces, s'éclaire du rose des cerisiers en fleur, s'ensoleille de ces « surprenants chrysanthèmes plus larges et plus hauts que nos tournesols »³.

Il avoue lui-même à demi-mot discret : « Oui, vraiment la vie humaine, n'est-elle pas comme une rosée, comme un éclair. »

Il n'a pas pété les plombs comme Jiro, ce jeune sabreur-tueur. Il n'a pas « coupé le cordon du sac de l'endurance » (*Kireru* en japonais).

On l'attend donc, sans accroc dans le boustrophédon⁴, avec son créateur, pour de nouvelles aventures.

Archibald Zurvan

1. *Le Fou parle*, célèbre revue d'art et de poésie créée par J. Vallet.
2. Le héros du roman de J. Vallet semble rêver sur le poème de Nerval :
« Je suis le ténébreux, le veuf, l'inconsolé
« le prince d'Aquitaine, à la tour abolie
« ma seule étoile est morte et mon luth constellé
« porte le soleil noir de la mélancolie. »
3. Chrysanthèmes qui figuraient en 1890-1900 sur la pièce de monnaie, le sou nippon, à côté d'un monstre (P. Loti, *Japoneries d'automne*, p. 114).
4. « Allô ! ne coupez pas la ligne. »

« Prison : portes ouvertes »

André Pauly en liberté

LE PRÉSIDENT du tribunal du Loiret qui condamna André Pauly à seize ans de réclusion, le 24 mars 1983, a eu tort de ne pas laisser s'exprimer l'accusé, qui avait pourtant bien des choses à ajouter pour sa défense. Car de cette négation de son existence, ce jour-là, autant que de sa fréquentation non voulue des policiers, magistrats, matons et autres malfaiteurs associés, André Pauly a bâti un spectacle autobiographique qui devrait ravir tous ceux qui cherchent en vain chez tout ce beau monde les valeurs civiques et morales inscrites au cœur de leurs fonctions, paraît-il.

Ex-enfant à problèmes, ex-braqueur, ex-prisonnier, ex-évadé, André Pauly raconte sur scène une vie peu banale, la sienne. Le texte, dont il est l'auteur, est plein d'une saine révolte débordante de vie et d'un humour fracassant, servi par un évident talent de comédien.

L'injustice, l'enfermement, la jouissance du vol, la connerie répressive, le cul aussi, André Pauly aborde tous ces thèmes avec une extraordinaire et jubilatoire liberté de ton. Son audace, ses jeux de mots, un strip-tease hélas inachevé et un final en chanson hilarant apportent à son spectacle, mis en scène par Christine Dejoux, une touche de délire poétique des plus savoureux. Allez-y.

Floréal

« Prison : portes ouvertes », de et avec André Pauly. Tous les jeudis, vendredis, samedis, à 19 heures, à partir du 8 novembre, au Bec fin, 6, rue Thérèse, Paris-1^{er}. Tél. : 01 42 96 29 35.



JG

Big Bang

2020, *Big Bang sur la Terre* d'Alain Sillard, 98,39 F, 15 euros, 340 p.

IMAGINONS un peu : en 2020, sur Terre, dans un monde où tout passe par l'électronique, tout d'un coup, comme ça, sans raison apparente, paf ! le grand trou noir. Plus rien ne fonctionne. Tout ce qui de près ou de loin a affaire à l'électronique devient inutilisable. Mazette, qu'est-ce que c'est que ce trafic ?

Ça panique de partout, un monde s'écroule. Les extra-terrestres ? une intervention divine ? un sabotage d'une des sectes en activité ? Qu'est-ce qu'il s'est passé, bordel ? pourquoi plus rien ne marche ! ?

Alors, il va falloir réapprendre à vivre sans tous ces gadgets, il va falloir revenir sur terre, arrêter la machine, utiliser son cerveau et essayer de faire un nouveau monde plus propre, plus humain, moins obnubilé par le cours du dollar, plus en harmonie avec l'Univers.

Comment tout cela va-t-il finir ? D'où vient ce Big Bang électronique ? Ah, ça... Peut-être que quelques anarchistes ne sont pas étrangers à l'affaire, mais laissons au lecteur le plaisir de la découverte.

Alain Sillard, qui signe là son premier roman, et c'est de la SF en plus, s'interroge sur le monde d'aujourd'hui. Où nous mène un développement ultra technologique ? Qu'est-ce qui compte dans la vie ? Quelle est la place de l'amour et de la fraternité humaine dans ce bazar ?

La science-fiction, fidèle à elle-même, montre une fois de plus toute sa pertinence comme vecteur de critique de la société contemporaine. Bien loin d'une littérature à deux sous pour adolescents attardés, elle permet des interrogations profonde sur le réel, sur sa nature, son évolution, la place de l'humanité, le pouvoir, sa critique... tout cela dans un récit romanesque mêlant intrigue, suspense et émotion, nous délivrant un cocktail très subtil qui réjouit aussi bien notre intellect que notre affect.

Nous avons là un très bon bouquin, très vivant, très humain, très agréable à lire et qui permet la réflexion. À ne manquer sous aucun prétexte.

Cédric

groupe de La Villette

LES PENSEURS et les pensées anarchistes se réunissent sur un site (www.arts.adelaide.edu.au/politics/Anarchism_Bibliography/Table_of_Contents.html) qui ne pourra que charmer nos nuits d'insomniaques, à condition que nous parlions tous anglais. Je plaisante. En fait, il s'agit principalement d'une (bonne) bibliographie de textes anarchistes disponibles en anglais agrémentée de nombreux et précieux liens vers des sites anglophones, à 123 %).

Une autre bonne adresse pour les anglophones (flag.blackened.net/revolt/inter.html) qui répertorie pas mal de sites intéressants. Le site en tant que tel mérite le détour (<http://flag.blackened.net>).

Je vous le livre comme je l'ai reçu. « Vu l'importance assez monumental du document suivant, qui explique, entre autres, comment bien des gens veulent construire un pipeline à travers l'Afghanistan, je l'envoie sur la liste des membres. Ce fait exige des liens entre la globalisation néo-libérale et cette guerre. » (www.dnd.ca/admpol/org/dg_plan/d_strat/afghanistan_e.pdf).

Ça fait plus de soixante pages en anglais, et j'avoue ne pas l'avoir entièrement épluché, mais ça ouvre un débat.

Pour ceux qui l'ignoreraient, nous, les signataires de l'Appel pour un mouvement libertaire unitaire (users.skynet.be/AL/index.html) lancé le 22 mars 2001 et qui regroupe déjà plus de 400 individus, le week-end s'est bien passé – comme quoi, quand on le veut bien :), avons fait le déplacement jusqu'à Niort lors d'une première et je vous invite à lire le communiqué de presse (<http://infonovo-news.est-gratuit.org/>).

La première version d'uZine fonctionnait avec seulement deux règles : « Pas de ligne éditoriale prédéfinie » et « On publie d'abord et on s'engueule ensuite ». UZine deuxième mouture (www.uzine.net) va encore plus loin ; donc, allez voir par vous-même.

On ne présente plus JPP et le collectif Souriez, vous êtes filmé (<http://svet.free.fr>) qui loge à la maison des Ensembles, mais leur site s'étoffe et mérite le détour.

Eux, non plus, on ne les présente pas, car on ne saurait trop comment faire. Les Virtualistes (<http://www.virtualistes.org/>), un site avec des liens morts (principalement celui qui les présente) mais beaucoup de textes solides (TAZ-like), des news pas trop anciennes et des articles bilingues (french/anglais).

À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard

alain@minitelorama.com

Vie du mouvement

Sortie immédiate du nucléaire

« **N**I ROSE, NI VERT, arrêt immédiat du nucléaire », telle était la campagne unitaire lancée par l'Organisation communiste libertaire, le réseau No pasaran, des groupes de la FA (Bretagne, Lyon, etc.). On reprochait parfois à ce slogan un aspect trop politique, trop centré sur des aspects politiques (critique de partis gouvernementaux) et pas assez axé sur une critique globale des dangers du nucléaire. Un texte d'affiche ou de banderole est toujours réducteur. Mais l'objet de cette campagne est de peser sur un débat central au sein du mouvement antinucléaire français et européen : quand et comment sortir du nucléaire ?

Petite histoire du mouvement antinucléaire ou comment le trahir ?

Or on ne peut poser cette question (du quand et du comment) sans ignorer la politique gouvernementale et plus particulièrement celle des Verts, ni ignorer l'histoire du mouvement antinucléaire. On ne peut oublier les grandes mobilisations et victoires des années 70 (Plogoff, etc.) ainsi que son essoufflement dans les années 80, payant ainsi très chèrement ses tractations avec le PS et l'appel au vote pour Mitterrand. Certes, l'accident de Tchernobyl fut un électrochoc salutaire, nous rappelant ainsi gravement que l'accident majeur est toujours possible. Parallèlement aux prises de conscience écologiques des populations occidentales et européennes dans les années 90 (suite à diverses catastrophes toujours plus nombreuses), différents partis écologistes sont apparus et ont pris de réelles places sur l'échiquier politique traditionnel. Le mouvement tombe du coup dans le même piège que celui de 1981 : celui de s'enfermer dans une logique de conquête du pouvoir avec tout ce que cette politique sous-entend de négociations, de revirements, de concessions, voire de soumissions. Et, effectivement, lors des législatives de 1997, les Verts négocient des places au parlement ainsi qu'au gouvernement en cas de victoire. C'est ainsi que quelques mois après l'accession du gouvernement Jospin au pouvoir, l'arrêt de Superphénix (qui était une nécessité économique et technologique, même pour le lobby nucléaire) est présenté comme une victoire par les Verts. Depuis, rien ! Ou sinon la gestion d'un système qui continue : on cherche de nouvelles zones d'enfouissement de déchets indésirables dont la durée de vie dépasse les milliers d'années (et c'est Voynet elle-même qui signe le décret qui autorise ces recherches), on organise les transports de déchets en train entre la France et l'Allemagne, on parle à l'horizon 2005-2010 de nouveaux types de réacteurs (EPR)... Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ! En Allemagne, on est dans la même logique en parlant d'arrêt pour 2020... Cette position est très pratique car elle permet de gérer la société sans remettre en cause ses fondements (la remise en cause du nucléaire pose de fait des questions autour de nos modes de production et de consommation) tout en annonçant une sortie progressive du nucléaire. Pour ces politiciens, le dire est aussi une couverture politique en cas d'accident grave, une manière de se dédouaner devant les populations au cas où...

Nous n'avons pas le choix : sortie immédiate !

Nous n'avons pas le choix car l'accident est possible et à terme inévitable. « Nous faisons tout ce que nous pouvons pour prévenir l'accident grave, nous espérons ne pas en avoir, mais nous ne pouvons garantir qu'il ne se produira pas. On ne peut exclure que dans les dix ou vingt ans à venir un accident civil grave se produise dans l'une de nos installations. » (Inspecteur général pour la sûreté EDF, Montauban, 1988). Aucun argument de type économique ou politique ne peut justifier une telle prise de risque : face à celui-ci, nul argument sur l'emploi, sur nos prétendus besoins énergétiques ne tient la route. Nous n'avons pas le choix parce que l'énergie nucléaire est une énergie polluante. Elle a non seulement des répercussions immédiates sur notre environnement (échauffement de l'eau, fuites radioactives, etc.) mais elle génère aussi des déchets d'une durée de vie inimaginable à l'échelle humaine.

Nous n'avons pas le choix, et c'est pour cela que nous devons arrêter immédiatement la logique nucléaire, c'est-à-dire rompre tout de suite avec une certaine logique énergétique ; même si les réacteurs ne peuvent s'arrêter immédiatement. Rompre avec cette logique signifie qu'il faut dès aujourd'hui modifier notre politique énergétique sans reporter ces mesures à des lendemains inconnus :

Lancer une réelle politique sur les énergies renouvelables et pas seulement où ça intéresse EDF (comme le vent en Corse ou dans les DOM parce que dans ces régions il n'y a pas de centrales). Lancer de réelles politiques sur les énergies liées au vent, au soleil, à l'eau et à la cogénération. Utopistes, que nous sommes ? Mais quand on sait que c'est ce même lobby nucléaire qui est responsable des programmes de développement de ces énergies, on ne peut que frémir.

Si la logique de profit est responsable de nombre d'accidents écologiques (produire plus au moindre coût au détriment de nos conditions de vies), elle est aussi responsable d'une autre logique, celle d'une consommation irrationnelle qui ne répond guère à nos besoins : créer de nouveaux besoins par la publicité, diminuer la durabilité des biens de consommation et leur « réparabilité », produire des objets consommateurs d'énergies. Les constats sont multiples. En matière d'électricité chez les « particuliers » par exemple, on peut citer quelques situations cocasses : on ne favorise pas l'usage des ampoules qui consomment le moins (ampoules à basse tension), on ne favorise pas une réelle politique d'isolation...

Certes, nous pouvons discuter des modalités pour une sortie immédiate du nucléaire, mais nous ne pouvons qu'en discuter, qu'affiner nos propositions sans reporter ce débat à des lustres électoraux.

Théo Simon
groupe FA Nantes

Lille

À Lille, au cours de cette manifestation pacifique, les policiers ont arrêté Jean-Noël, militant de l'Organisation communiste libertaire, sous le prétexte qu'il collait des affiches sur le parcours. Arrêté par des membres de la BAC, Jean-Noël a été relâché peu après la fin de la manifestation, mais un procès-verbal a été dressé et il doit être examiné par le procureur de la République. À suivre.

Crise de foi

IL N'Y A PAS qu'en Afghanistan que l'islam opprime les individus. Deux petits exemples. En Ouzbékistan quarante-trois personnes « au moins » sont en attente de jugement à Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, pour pratiques religieuses « illégales ». D'après l'organisation Human Rights Watch, qui a rendu un rapport de dix-sept pages en octobre sur la situation religieuse en Ouzbékistan, il y aurait des centaines de personnes qui seraient torturées et condamnées à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison, pour le simple fait que ces croyants musulmans prient en dehors des lieux de culte officiels !

Ils sont condamnés seulement sur le fait qu'ils pré-

fèrent prier chez eux plutôt qu'à la mosquée. Heureusement qu'ils sont aussi musulmans, sinon on se demande qu'elle serait la punition.

Bref, il n'y a pas qu'en Afghanistan que la religion musulmane « dérape ». En Arabie Saoudite. Dans ce pays, au mois d'octobre une dizaine de chrétiens ont été arrêtés par la police à Djeddah, lors d'une fête d'adieux organisée par un travailleur indien dont le contrat de travail arrivait à échéance. D'après le président de l'organisation humanitaire Middle East Concern, plusieurs immigrants, pour la plupart chrétiens, participaient à cette fête à laquelle étaient également conviés un évangé-

liste indien et un citoyen saoudien. Or les fêtards sont accusés d'avoir converti ce dernier, qui est de ce fait recherché par la police. Car dans ce pays l'apostasie est un crime et elle est punie. L'agence catholique Fides a confirmé cette information, rappelant qu'ils ne s'agit pas d'un cas isolé dans ce charmant pays. Mais aucun État démocratique ne dénoncera ces crimes. L'Arabie Saoudite est notre alliée et, de ce fait, nos dirigeants ne considèrent pas ce pays comme étant une dictature religieuse.

Régis Boussières
groupe Kronstadt, Lyon



20 octobre

journée de mobilisation antinucléaire

UN PEU PARTOUT se sont mis en place des collectifs pour préparer cette journée dont la réussite était un enjeu important pour l'avenir du mouvement antinucléaire. À notre niveau, nous devons tout faire pour que ces manifestations expriment haut et fort une critique de l'antinucéaire institutionnel.

Et on peut dire que cette mobilisation, qui en appelle d'autres, a été un succès. Ce, d'autant si l'on ne se contente pas des comptes rendus des médias, société du spectacle oblige, il fallait chercher des Verts, si possible se présentant aux présidentielles... C'est ainsi que France-info parlera de la manifestation lilloise (2 500 personnes) parce que Mamère y était, mais oubliera les manifestations nantaises (8 000 personnes) ou toulousaines (15 000 personnes). Sur Nantes, le journaliste de *Ouest-France* se désolait de l'absence de personnalités au sein du cortège !

Ces mobilisations sont des succès (5 000 à Lyon, 3 000 à Colmar) compte tenu du peu d'annonce médiatique, compte tenu du

peu d'énergies mises en place des antinucléaires institutionnels. La mobilisation s'est construite à partir des collectifs locaux, autonomes de toute stratégie politicienne ; et massivement quand ces collectifs étaient impliqués dans les luttes récentes contre la recherche de nouvelles zones d'enfouissements. Les Verts ont pris le train en marche. Et dans certaines villes, comme à Toulouse, « ils se sont assis sur les décisions collectives d'organisation de la manif : les associations en tête de manif et refus de banderole sans lien avec le nucléaire (signature de parti seul). » Difficile d'admettre que cette mobilisation qui, sans se faire contre eux (la cible principale était EDF et les technocrates pronucléaires), pouvait largement se faire sans eux. Les cortèges libertaires n'étaient pas en reste (entre 500 et 1 000 personnes dans des villes comme Toulouse, Nantes, etc.) et ont pu ainsi exprimer une analyse souvent entendue : « Le nucléaire est un élément de la société capitaliste (course aux profits) et d'une société totalitaire (société hypercentralisée avec le règne absolu de ceux qui savent, les scientifiques et les technocrates). »

T. S.

